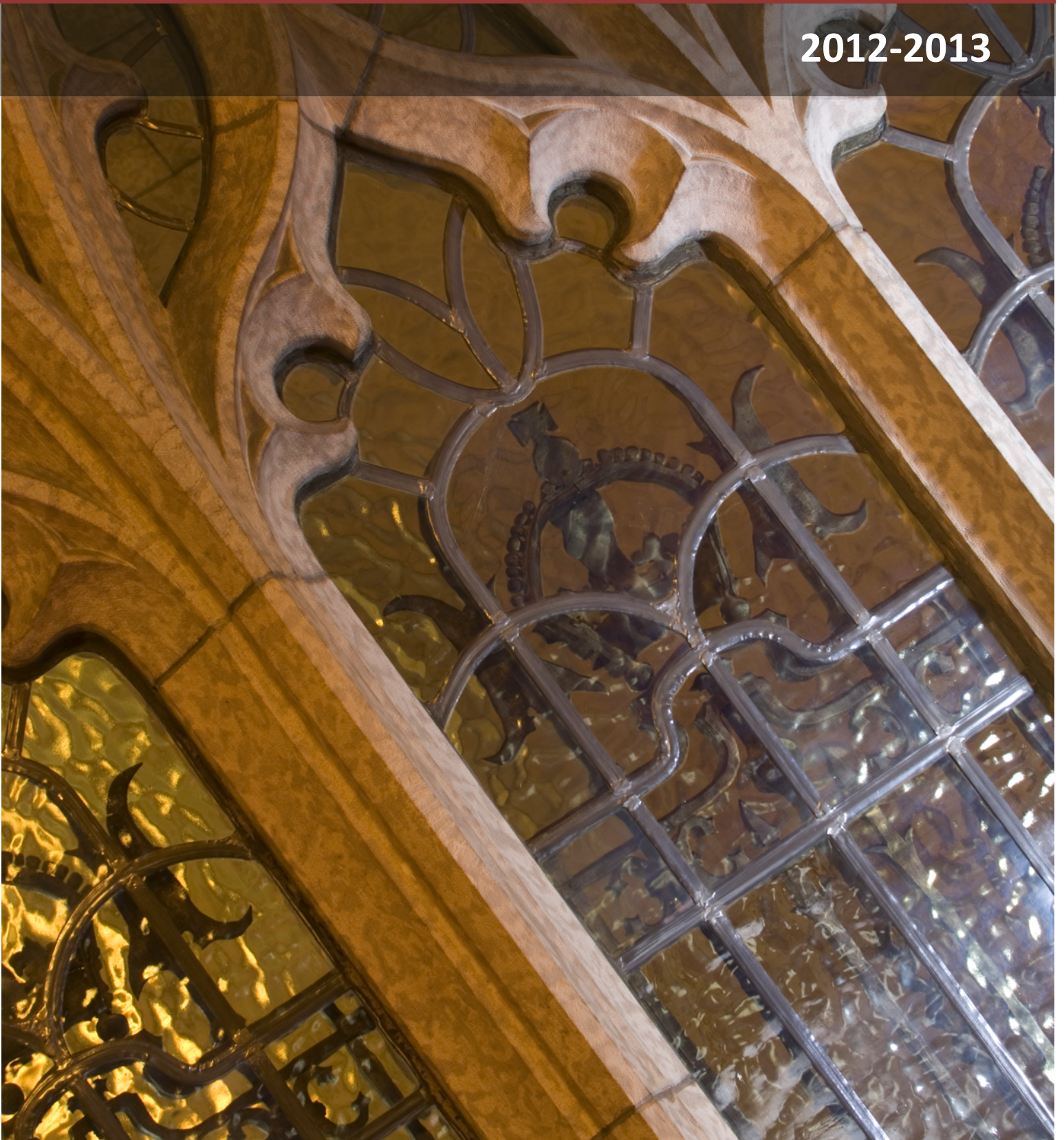




DIRECTION DES COMITÉS DU SÉNAT

RAPPORT ANNUEL DES ACTIVITÉS ET DES DÉPENSES

2012-2013



Message de la greffière principale de la Direction des comités



L'exercice 2012-2013 a été une autre année occupée et productive pour la Direction des comités du Sénat. Je suis fière de vous présenter notre rapport annuel, qui décrit en détail les activités et les dépenses de la direction et des nombreux comités du Sénat.

La première session de la 41^e législature était déjà bien amorcée lorsque l'exercice financier 2012-2013 a commencé, et les activités des comités battaient leur plein. Au cours de l'année, les comités sénatoriaux ont rencontré 1 760 témoins lors de 513 séances. Ils ont présenté plus d'une centaine de rapports, dont beaucoup portaient sur des sujets qui intéressent le grand public, tels que l'écart de prix entre le Canada et les États-Unis, la cyberintimidation, l'industrie canadienne du transport aérien, et l'accès à des médicaments sur ordonnance sûrs et efficaces, et d'autres, sur des sujets qui revêtent un intérêt particulier pour certains groupes, comme les anciens combattants, les Autochtones et les personnes handicapées.

Pour poursuivre la tradition des efforts que déploient les comités du Sénat pour donner une voix à ceux qu'on n'entend pas habituellement, le Comité des droits de la personne a entendu des témoignages de jeunes victimes de cyberintimidation, et l'a fait de façon à protéger leur identité et leur santé mentale. Lors des audiences, il a demandé l'aide d'un pédopsychiatre pour éviter que celles-ci ne portent préjudice aux victimes. En plus de produire son rapport sur le sujet de la cyberintimidation, le comité a élaboré des guides des ressources à l'intention des parents et des jeunes, qui ont servi à un gouvernement provincial, à des commissions scolaires, à un organisme de sport national et à d'autres groupes d'intervenants.

Au cours de l'exercice 2012-2013, la direction a également continué à se servir de la technologie disponible afin d'améliorer les procédures lui permettant d'offrir ses services, entreprenant un projet-pilote pour faciliter l'accès des sénateurs et des membres de leur personnel aux documents des comités à partir de tablettes. Ce projet vise également à appuyer la stratégie environnementale du Sénat en vue de réduire la consommation de papier.

Le personnel de la Direction des comités est fier du soutien professionnel et impartial qu'il fournit aux comités du Sénat. Pour constamment améliorer ses services, la direction tente de recueillir les commentaires des présidents et des vice-présidents des comités ainsi que des témoins (elle a reçu 260 réponses en 2012-2013). Les résultats des enquêtes auprès des témoins indiquent que ceux-ci sont régulièrement très satisfaits, 99 % d'entre eux ayant évalué l'ensemble des services de la Direction des comités à 4 ou à 5 sur une échelle de 5 points. De nombreux témoins ont souligné l'intérêt, les connaissances et l'engagement démontrés par les sénateurs lors de leur comparution. Je sais que je parle au nom de tous les employés de la direction lorsque j'affirme que nous sommes très satisfaits de pouvoir offrir un soutien de qualité supérieure à des travaux qui ont des répercussions si positives sur la vie des Canadiens et des Canadiennes. Nous avons l'intention que cela continue d'être le cas à l'avenir.

La greffière principale,

A handwritten signature in cursive script that reads "Heather Lank".

Heather Lank

Énoncé de mission

En tant qu'institution du Parlement du Canada, le Sénat du Canada fait partie intégrante du processus législatif fédéral. Afin de s'acquitter de son rôle législatif, le Sénat a constitué un certain nombre de comités chargés d'examiner les projets de loi et les budgets des dépenses, et de mener des études spéciales sur divers sujets. La Direction des comités du Sénat assure un soutien administratif aux comités, les conseille sur la procédure parlementaire et leur fournit de l'information pour les aider à accomplir leurs tâches et à atteindre leurs objectifs. Pour remplir son mandat, la direction estime qu'elle doit :

- Offrir un service de qualité supérieure à tous les sénateurs siégeant au sein de comités;
- Faire preuve de courtoisie, de professionnalisme et d'objectivité dans l'exercice de ses fonctions;
- Respecter le principe de la confidentialité dans son travail avec les sénateurs et les comités;
- Contribuer à améliorer l'image de marque du Parlement en général et du Sénat en particulier;
- Observer le Règlement, les règles et les politiques du Sénat;
- Veiller au perfectionnement de ses ressources humaines;
- Encourager l'innovation afin d'améliorer son propre fonctionnement.

Greffiers, adjoints administratifs et personnel de soutien 2012-2013

Heather Lank
Greffière principale

Brigitte Martineau
Adjointe administrative

Catherine Piccinin
Greffière principale adjointe

Debbie Larocque
Adjointe administrative

Greffiers de comité *(par ordre alphabétique)*

Shaila Anwar

Daniel Charbonneau

Lynn Gordon

Line Gravel (jusqu'en août 2012)

Danielle Labonté

Jean-Yves LeFort

Kevin Pittman

Barbara Reynolds (depuis août 2012)

Jessica Richardson

Josée Thérien

Adam Thompson

Jodi Turner

Marcy Zlotnick

Adjoints administratifs *(par ordre alphabétique)*

Tracy Amendola

Louise Archambeault (jusqu'en octobre 2012)

Lyne Héroux

Maritza Jean-Pierre

Diane McMartin

Lori Meldrum

Louise Pronovost

Nicole Raymond

Monique Régimbald

Anita Vinette

Greffiers législatifs

Mark Palmer

Michelle Segger (depuis janvier 2013)

Commis-réceptionniste

Arianne Legault

Coordonnateur des statistiques

Sylvie Trudeau

Table des matières

Message de la greffière principale de la Direction des comités	i
Énoncé de mission	ii
Greffiers, adjoints administratifs et personnel de soutien	iii
Partie I – Renseignements généraux	
Aperçu des dépenses et des activités	3
Faits saillants des rapports sur les études spéciales	10
Partie II – Profils des comités 2012-2013	
Affaires étrangères et commerce international	19
Affaires juridiques et constitutionnelles	22
Affaires sociales, sciences et technologie	25
Agriculture et forêts	29
Banques et commerce	32
Conflits d'intérêts des sénateurs	35
Droits de la personne	37
Énergie, environnement et ressources naturelles	40
Finances nationales	43
Langues officielles	46
Pêches et océans	48
Peuples autochtones	51
Régime interne, budgets et administration	54
Règlement, procédure et droits du Parlement	57
Sécurité nationale et défense	59
Sous-comité des anciens combattants	61
Sélection	63
Transports et communications	65
Comité mixte de la Bibliothèque du Parlement	67
Comité mixte d'examen de la réglementation	69
Comité spécial sur l'antiterrorisme	71
Partie III – Dépenses des comités	
Rapport détaillé sur les dépenses des comités	73
Rapport des budgets et des dépenses des comités	74
Ventilation des dépenses des témoins	78

Partie I – Renseignements généraux

Aperçu des dépenses et des activités

Dépenses de fonctionnement*

Au cours de l'exercice 2012-2013, la direction a fourni des services de soutien (services administratifs, questions de procédure, informations et autres) aux comités sénatoriaux, soit :

- 17 comités permanents (et 1 sous-comité)
- 2 comités permanents mixtes (composés de membres du Sénat et de la Chambre des communes)
- 1 comité spécial

Les articles 12-3, 12-6 et 12-7 du *Règlement du Sénat* régissent la taille et les champs d'étude des comités ainsi que le nombre de membres requis pour qu'il y ait quorum.

Direction des comités	
(31 années-personnes en 2012-2013)	
Dépenses de fonctionnement	
Direction :	2 182 317 \$
Comités :	757 711 \$
Témoins :	298 733 \$
Autres :	129 818 \$

Activités des comités

Au Sénat, une grande partie du travail s'accomplit au sein des comités. En moyenne, ceux-ci étudient plus de 50 projets de loi et entreprennent une cinquantaine d'études spéciales chaque année. Les comités doivent tous respecter le *Règlement du Sénat* et le *Règlement administratif du Sénat*, mais ils entreprennent, organisent et réalisent leurs travaux de manière bien différente. Par ailleurs, certains comités se penchent quasi exclusivement sur des projets de loi, tandis que d'autres se consacrent surtout à des études spéciales.

* Toutes les données contenues dans ce rapport proviennent des *Journaux du Sénat*, des procès-verbaux des comités sénatoriaux et des dossiers de la Direction des finances et de l'approvisionnement du Sénat.

Activités des comités

Voici une comparaison entre les activités de tous les comités sénatoriaux par exercice depuis 2008-2009.

Indicateurs	2012-2013	2011-2012	2010-2011	2009-2010	2008-2009	Moyenne sur 5 ans
Réunions	513	401	591	514	361	476
Rapports	108	80	125	131	117	112,2
Heures en comité	815,8	702,4	1 060,2	867,1	643,2	817,7
Témoins	1 760	1 334	1 887	1 424	1 112	1 503,4
Projets de loi	47	21	58	51	43	44
Nombre d'heures en missions d'étude	243,5	161	275,8	439,6	160,9	256,2
Études préalables ou étude du sujet des projets de loi	15	2	1	3	1	4,4
Études spéciales entreprises	63	41	54	63	61	56,4
Déplacements	18	8	18	20	14	15,6

Nous illustrons au tableau suivant les ordres de renvoi que les comités sénatoriaux ont reçus au cours de l'exercice 2012-2013.

Ordres de renvoi	Nombre de réunions	% du total des réunions	Nombre d'heures	% du total des heures
Projets de loi et leur sujet	190	37	305,9	37,5
Études spéciales	274	53,4	459	56,3
Comités permanents (Conflits d'intérêt, Bibliothèque, Examen de la réglementation, Régie interne, Règlement, Sélection)	49	9,6	50,9	6,2
Total	513	100	815.8	100

Projets de loi

Nous comparons au tableau suivant le nombre de projets de loi renvoyés à des comités sénatoriaux au cours de chaque exercice depuis 2008-2009.

Exercices	Projets de loi	Nombre total de réunions	Nombre total d'heures	Nombre total de témoins
2012-2013	47	117	191,6	486
2011-2012	21	56	146,3	403
2010-2011	58	140	271,5	689
2009-2010	51	86	165,1	398
2008-2009	43	85	159	338
Moyenne sur 5 ans	44	96,8	186,7	462,8

Études spéciales

Nous comparons au tableau suivant le nombre d'études spéciales entreprises par des comités sénatoriaux au cours de chaque exercice depuis 2008-2009.

Exercices	Études spéciales	Nombre total de réunions	Nombre total d'heures	Nombre total de témoins	Nombre d'heures en missions d'étude
2012-2013	63	274	459	906	243,5
2011-2012	41	293	498,5	923	124
2010-2011	54	387	715,8	1 136	275,8
2009-2010	63	362	622,4	984	439,6
2008-2009	61	228	429,4	670	160,9
Moyenne sur 5 ans	56,4	308,8	545	923,8	248,6

Consultations

Chaque année, les comités se déplacent pour recueillir des témoignages aux niveaux local et régional. Ils tiennent des réunions publiques officielles un peu partout au Canada et effectuent également des missions d'étude à caractère moins officiel au Canada et à l'étranger. Ces voyages permettent aux sénateurs de se familiariser avec les sujets qu'ils étudient et de recueillir des témoignages et de l'information qu'il leur est impossible d'obtenir s'ils demeurent à Ottawa.

Quand les comités se rendent à l'étranger pour se documenter, ils sont alors en mission d'étude, ce qui veut dire que leurs délibérations ne sont pas considérées comme officielles, et qu'aucune transcription de celles-ci n'est publiée. Cependant, l'information recueillie demeure précieuse pour eux et peut servir à la rédaction de leurs rapports.

Affaires étrangères et commerce international (Étude sur l'évolution de la situation économique et politique en Turquie et de ses répercussions sur les intérêts canadiens)

Mission d'étude :

- Istanbul et Ankara (Turquie) (du 16 au 23 mars 2013)

Agriculture et forêts (Étude sur les efforts de recherche et d'innovation dans le secteur agricole)

Missions d'étude :

- Winnipeg, Landmark, Saint-François-Xavier, Neepawa et Brandon (Manitoba); Yorkton, Lanigan, Saskatoon et Lloydminster (Saskatchewan); et Lloydminster, Lacombe et Olds (Alberta) (du 4 au 9 novembre 2012)
- St. André, Grand Falls, Florenceville-Bristol, Moncton et Fredericton (Nouveau-Brunswick); New Annan (Île-du-Prince-Édouard); Oxford, Masstown et Kentville (Nouvelle-Écosse) (du 25 au 29 novembre 2012)
- St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) (du 24 au 26 mars 2013)

Banques et commerce (Étude sur le recyclage des produits de la criminalité)

Mission d'étude :

- Washington, DC (du 22 au 24 octobre 2012)

Droits de la personne (Étude sur les membres des Premières Nations qui vivent à l'extérieur des réserves)

Audiences publiques et missions d'étude :

- Winnipeg (Manitoba); Saskatoon (Saskatchewan) et Vancouver (Colombie-Britannique) (du 19 au 23 novembre 2012)

Énergie, environnement et ressources naturelles (Étude sur la sécurité du transport des hydrocarbures)

Missions d'étude :

- Calgary (Alberta) (du 4 au 7 mars 2013)
- Sarnia et Hamilton (Ontario) (26 et 27 mars 2013)

Pêches et océans (Étude sur la pêche au homard au Canada atlantique et au Québec)

Audiences publiques et mission d'étude :

- Moncton (Nouveau-Brunswick) (29 et 30 novembre 2012)

Peuples autochtones (Étude sur la reconnaissance juridique et politique de l'identité des Métis au Canada)

Audiences publiques et missions d'étude :

- Batoche (Saskatchewan) (20 et 21 juillet 2012)
- Winnipeg (Manitoba); Saskatoon (Saskatchewan); Edmonton (Alberta), Vancouver (Colombie-Britannique) et Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) (du 23 septembre au 4 octobre 2012)

Sécurité nationale et défense

Étude sur l'état des bases maritimes et aériennes des côtes est et ouest du Canada – Missions d'étude :

- Comox et Esquimalt (Colombie-Britannique) (28 et 29 août 2012)
- Halifax et Shearwater (Nouvelle-Écosse) (15 et 16 octobre 2012)

Étude sur les relations avec les États-Unis – Mission d'étude :

- Washington, DC (du 5 au 7 juin 2012)

Sous-comité des anciens combattants (Étude sur les anciens combattants)

Mission d'étude :

- Québec et Valcartier (Québec) (11 mars 2013)

Transports et communications (Étude sur les nouveaux enjeux du secteur canadien du transport aérien)

Missions d'étude :

- Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) (du 3 au 5 octobre 2012)
- Iqaluit (Nunavut) (27 et 28 septembre 2012)
- Toronto (Ontario) (4 mai 2012)

Site Web parlementaire

La Direction des comités réévalue à intervalles réguliers sa présence sur le site Web parlementaire (www.parl.gc.ca) pour en confirmer la convivialité et l'utilité de l'information. Nous évaluons la pertinence de ce média afin d'accroître la visibilité des comités du Sénat.

Tous les rapports, communiqués et documents pertinents des comités sont convertis en format HTML ou PDF ou dans les deux formats, et sont publiés sur le site Web. L'information relative sur les comités sénatoriaux, notamment la date, l'heure et le lieu des réunions, les témoins attendus, les fréquences radio, et si la réunion sera webdiffusée ou enregistrée en vidéo pour diffusion sur la chaîne CPAC, est régulièrement mise à jour. Cette information est également rendue publique au moyen du compte Twitter du Sénat ([@SenatCA](https://twitter.com/SenatCA) en français et [@SenateCA](https://twitter.com/SenateCA) en anglais). De plus, les publications clés de la direction telles que le *Rapport annuel*, *Introduction aux comités sénatoriaux*, *FAQ* et le *Guide de participation à une étude par un comité du Sénat* sont également disponibles en ligne.

Rapports sur les études spéciales : contribution à l'élaboration des politiques de l'État

Voici la liste des principaux rapports de 2012-2013, par comité. Le lecteur trouvera dans les pages qui suivent un résumé de chaque rapport.

Affaires étrangères et commerce international

- *Une charte « sur mesure » : Consultation parlementaire sur le projet de Charte du Commonwealth* (avril 2012)
- *Intensifier les partenariats stratégiques avec le nouveau Brésil* (mai 2012)
- *Enjeux actuels de la politique étrangère canadienne* (décembre 2012)

Affaires juridiques et constitutionnelles

- *Examen législatif des dispositions et de l'application de la Loi modifiant le Code criminel (communication de dossiers dans les cas d'infraction d'ordre sexuel)* (décembre 2012)

Affaires sociales, sciences et technologie

- *L'infrastructure des essais cliniques au Canada : ordonnance pour améliorer l'accès aux nouveaux médicaments* (novembre 2012)]
- *Les produits pharmaceutiques sur ordonnance au Canada : Suivi post-approbation effectué pour en assurer l'innocuité et l'efficacité* (mars 2013)

Banques et commerce

- *Suivre l'argent à la trace : le Canada progresse-t-il dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes? Pas vraiment* (mars 2013)

Droits de la personne

- *Niveler les chances : Une progression naturelle du terrain de jeu au podium pour les personnes handicapées au Canada* (juin 2012)
- *La cyberintimidation, ça blesse! Respect des droits à l'ère numérique* (décembre 2012)

Énergie, environnement et ressources naturelles

- *Maintenant ou jamais : Le Canada doit agir d'urgence pour prendre sa place dans le nouvel ordre mondial de l'énergie* (juillet 2012)

Finances nationales

- *Écart de prix entre le Canada et les États-Unis* (février 2013)

Langues officielles

- *Internet, nouveaux médias et médias sociaux : des droits linguistiques à respecter!* (octobre 2012)

Pêches et océans

- *La gestion durable des populations de phoques gris : vers le rétablissement des stocks de morue et autres poissons de fond* (octobre 2012)

Peuples autochtones

- *Un engagement qui mérite d'être préservé : Ranimer le processus des traités de la Colombie-Britannique* (juin 2012)
- *Ajouts aux réserves : Accélérer le processus* (novembre 2012)

Sécurité nationale et défense

- *Une étude de la nouvelle charte des anciens combattants* (mars 2013)

Transports et communications

- *L'avenir des déplacements aériens au Canada : poste de péage ou bougie d'allumage* (juin 2012)

Faits saillants des rapports sur les études spéciales

Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international

Une charte « sur mesure » : Consultation parlementaire sur le projet de Charte du Commonwealth

(Troisième rapport [provisoire] déposé au Sénat le 3 avril 2012;
document parlementaire n° 1/41-798S)

En janvier 2012, le ministre des Affaires étrangères du Canada a écrit à la présidente du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, recommandant d'envisager la tenue d'audiences sur une « Charte du Commonwealth ». Les dirigeants ont convenu, lors de la rencontre des chefs de gouvernement du Commonwealth qui a eu lieu à Perth, en Australie, en octobre 2011, de créer une telle charte. Le comité a accepté la demande du ministre et, au cours de son étude, a entendu des témoins du Canada et de l'étranger représentant les affaires du Commonwealth. Résumant plusieurs semaines d'audiences, il a rassemblé dans son rapport les points de vue des Canadiens et des Canadiennes et des autres parties intéressées sur le concept d'une Charte du Commonwealth et la forme que celle-ci prendrait.

Le comité a estimé que cette idée de charte offrait des avantages sur le plan éducatif. Il a recommandé la création d'une charte succincte, exposant clairement et de façon concise les valeurs essentielles et les aspirations du Commonwealth et insistant sur les avantages comparatifs que le Commonwealth offre.

Intensifier les partenariats stratégiques avec le nouveau Brésil

(Cinquième rapport [final], déposé au Sénat le 29 mai 2012;
document parlementaire n° 1/41-921S)

Le rapport du comité sur son étude des conséquences de la transformation du Brésil pour la politique et l'intégrité des intérêts canadiens comporte dix recommandations à l'intention du gouvernement du Canada. En bref, le comité précise dans ses recommandations que, pour intensifier les relations entre les deux pays ou servir à long terme les intérêts et la prospérité du Canada et du Brésil, les initiatives du Canada au Brésil doivent être menées de façon stratégique. Plus précisément, il recommande que le Canada se concentre sur les domaines dans lesquels ses compétences correspondent aux priorités immédiates du Brésil et constituent une valeur ajoutée, par exemple les sciences et la technologie, l'investissement et le commerce, l'infrastructure ainsi que les partenariats régionaux et mondiaux.

Le comité fait notamment ressortir dans son rapport comment une plus grande coopération dans les domaines de l'éducation, de l'agriculture, de l'énergie et des industries extractives peut servir les relations. Il voit également la nécessité d'une plus grande coopération en matière de sécurité alimentaire, de sécurité et de défense et entre nos agences respectives de développement, qui offrent la possibilité d'influer de façon positive sur nos relations. Croyant fortement que l'exigence d'un visa pour les citoyens du Brésil freine la circulation des personnes entre le Canada et le Brésil, le comité a aussi recommandé au gouvernement du Canada de prendre des mesures pour accélérer la délivrance de visas canadiens aux citoyens du Brésil et améliorer l'efficacité du système, et de voir si ce pays répond aux conditions d'exemption de visa de voyage pour ses citoyens à destination du Canada.

L'Iran dans la mire : enjeux actuels de la politique étrangère canadienne

(Neuvième rapport [final] déposé au Sénat le 12 décembre 2012;
document parlementaire n° 1/41-1404S)

En janvier 2012, le ministre des Affaires étrangères du Canada a demandé au comité d'envisager la tenue d'une étude sur l'Iran et ses répercussions sur la politique étrangère canadienne. Le comité a par la suite

convenu d'entreprendre une telle étude et a demandé et reçu un ordre de renvoi du Sénat à cette fin. Au cours de ces audiences, le gouvernement du Canada a pris plusieurs mesures concernant l'Iran et les relations bilatérales avec ce pays; notamment, il a fermé l'ambassade canadienne à Téhéran, déclaré *personae non gratae* tous les diplomates iraniens séjournant au Canada et inscrit l'Iran sur la liste des États parrainant le terrorisme. Ces mesures ont influé sur l'orientation de l'étude du comité. Par conséquent, ce dernier a réévalué la façon dont il souhaitait procéder pour cette étude et décidé de faire le point sur les témoignages reçus, croyant que les responsables de l'élaboration des politiques et les intervenants au Canada tireraient avantage d'un rapport résumant les témoignages de façon synthétique et ordonnée.

Le comité a dégagé dans son rapport trois thèmes urgents, à savoir les activités nucléaires de l'Iran, les droits de la personne dans ce pays et la dynamique régionale, laissant voir que ces aspects sont au cœur de la politique étrangère du Canada à l'égard de l'Iran et de la région. Les témoins qui ont parlé des activités nucléaires de l'Iran y voyaient une grande préoccupation pour le Canada et la collectivité internationale, évaluant l'efficacité des sanctions prises contre l'Iran et s'interrogeant sur la date probable, l'efficacité et les conséquences possibles d'une action militaire éventuelle visant à détruire les installations nucléaires de ce pays. Dans le contexte des droits de la personne, les témoins ont décrit l'Iran comme une société fermée, dont le régime viole, systématiquement et à répétition, les droits sociaux, économiques, politiques et culturels fondamentaux de ses citoyens. De plus, d'après les témoins, l'Iran constitue une force déstabilisante dans la région et une menace à la paix et à la sécurité internationale. En outre, il est devenu de plus en plus isolé, car il continue à écraser les dissensions et la liberté d'expression, contrairement à d'autres pays de la région où l'opinion publique s'est orientée vers la démocratisation et les droits de la personne. Le comité a rappelé dans son rapport que ces thèmes renforcent la prééminence de l'Iran dans l'attention des Canadiens et des Canadiennes et des responsables canadiens de l'élaboration des politiques. Il a aussi souligné la nécessité de continuer à suivre l'évolution de la situation et de prendre les mesures qui s'imposent. À cet égard, le comité a proposé au gouvernement du Canada d'envisager de simplifier et de coordonner les efforts de réglementation concernant les transactions financières avec l'Iran dans le contexte de la réglementation canadienne complexe et décentralisée sur les sanctions. Il lui a également proposé d'envisager d'accroître son financement aux groupes de défense des droits de la personne en Iran.

Comité permanent des affaires juridiques et constitutionnelles

Examen législatif des dispositions et de l'application de la Loi modifiant le Code criminel (communication de dossiers dans les cas d'infraction d'ordre sexuel)

(Vingtième rapport [final] déposé au Sénat le 13 décembre 2012;
document parlementaire no 1/41-1417S)

Les projets de loi contiennent souvent des dispositions qui nécessitent un examen par un comité parlementaire à l'intérieur d'un délai prescrit. Les comités entreprennent dans bien des cas d'étudier l'application de la loi en question, et à cette fin ils examinent si ses dispositions ont opéré comme prévu, ils scrutent la jurisprudence connexe et ils invitent des intervenants à venir témoigner pour exprimer leurs points de vue et suggérer des modifications législatives. Les comités peuvent ensuite déposer dans leur chambre respective un rapport contenant les résultats de leur examen ainsi que recommandations destinées à améliorer le texte de cette loi ou d'autres plus tard, et ils peuvent également demander au gouvernement de réagir.

Le Comité permanent des affaires juridiques et constitutionnelles a entrepris un tel examen en février 2010, et il a déposé son rapport final intitulé *Examen législatif des dispositions et de l'application la Loi modifiant le Code criminel (communication de dossiers dans les cas d'infraction d'ordre sexuel)* en décembre 2012. Le Comité a fait 18 recommandations après s'être réuni 13 fois aux fins de l'étude et avoir entendu des témoins représentant 14 organisations différentes.

Comité permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie

L'infrastructure des essais cliniques au Canada : ordonnance pour améliorer l'accès aux médicaments

(Quatorzième rapport [provisoire] déposé au Sénat le 1^{er} novembre 2012;
document parlementaire n° 1/41-1356S)

Le Comité permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie a été autorisé, en novembre 2011, à étudier et pour en faire rapport, les produits pharmaceutiques sur ordonnance au Canada. Son ordre de renvoi comportait une subdivision de l'étude en quatre phases, et, en avril 2012, le comité a poursuivi la première phase de son étude sur les essais cliniques, amorcée en mars. Il a entendu 41 témoins au cours de 11 réunions portant sur le processus de vérification, chez l'être humain, de l'innocuité et de l'efficacité des nouveaux médicaments à l'étude. Le comité a examiné l'infrastructure de ce processus d'essais cliniques et, en novembre, il a déposé son rapport intitulé : *L'infrastructure des essais cliniques au Canada : ordonnance pour améliorer l'accès aux médicaments*. Il formule 12 recommandations, notamment un cadre national, l'inscription obligatoire des essais cliniques, l'agrément des comités d'éthique de la recherche, l'inclusion des sous-groupes vulnérables de la population et des éléments supplémentaires pour renforcer le Cadre relatif aux médicaments orphelins au Canada, récemment annoncé par le gouvernement fédéral.

Les produits pharmaceutiques sur ordonnance au Canada : Suivi post-approbation effectué pour en assurer l'innocuité et l'efficacité

(Vingtième rapport [provisoire] déposé au Sénat le 26 mars 2013;
document parlementaire n° 1/41-1536S)

Le comité a entrepris la deuxième phase de l'étude sur les produits pharmaceutiques, soit le suivi postapprobation, en octobre et en novembre 2012 : il a entendu 30 témoins au cours de huit réunions. Son rapport, intitulé *Les produits pharmaceutiques sur ordonnance au Canada : Suivi post-approbation effectué pour en assurer l'innocuité et l'efficacité*, déposé en mars 2012, comportait 19 recommandations, notamment actualiser le cadre législatif et réglementaire pour intégrer, en matière de gestion des produits pharmaceutiques, une approche axée sur le cycle de vie des médicaments, et accroître les ressources, évaluer le Réseau sur l'innocuité et l'efficacité des médicaments, établir des systèmes électroniques compatibles et connectables en matière de santé dans l'ensemble du pays, créer des feuillets de renseignements à l'intention des patients, favoriser une transparence accrue des évaluations d'innocuité effectuées par Santé Canada et améliorer l'étiquetage des nouveaux médicaments et de ceux pouvant provoquer de graves réactions indésirables.

Comité permanent des banques et du commerce

Suivre l'argent à la trace : le Canada progresse-t-il dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes? Pas vraiment

(Dixième rapport [final] déposé au Sénat le 20 mars 2013;
document parlementaire n° 1/41-1519S)

Le Comité permanent des banques et du commerce a commencé en février 2012 un examen législatif quinquennal de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*. En plus des mémoires écrits reçus des intervenants qui n'ont pu se présenter en personne, il a entendu plus de 40 témoins, notamment des représentants de ministères et d'organismes fédéraux, provinciaux et étrangers, ainsi que des témoins du secteur privé.

Le rapport est un résumé des témoignages oraux et écrits reçus par le comité au cours de son examen et comporte 18 recommandations conçues pour améliorer l'efficacité du régime canadien de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes (le régime).

En entreprenant son examen, le comité s'est concentré sur trois domaines, dans l'optique globale de veiller à ce que le régime représente pour le contribuable canadien une optimisation des ressources.

La structure et le rendement souhaités

Le comité croit que le régime ne sera efficace, et son rendement, optimisé que si sa structure est appropriée. Il faut effectuer une supervision adéquate, détecter la provenance des fonds, recourir à des spécialistes et effectuer un examen constant pour veiller à ce que les résultats des efforts de chacun soient maximisés à la lumière du temps, de l'argent et des autres coûts engagés par les ministères et les organismes fédéraux ainsi que par les entités tenues de faire des déclarations. À cette fin, le comité formule cinq recommandations concernant la surveillance, l'examen du rendement, le financement et les compétences.

Le juste équilibre entre l'échange d'information et la protection des renseignements personnels

Le comité estime que l'efficacité du régime sera servie, c'est-à-dire que les résultats seront meilleurs, si les parties concernées se communiquent les renseignements appropriés et opportuns, notamment le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, les organismes d'exécution de la loi, les entités tenues de faire des déclarations, leurs employés et d'autres personnes. Les huit recommandations formulées par le comité dans ce domaine sont conçues pour permettre d'améliorer la divulgation des cas et la communication de l'information, en gardant à l'esprit la nécessité de protéger les renseignements personnels, de réduire le fardeau de l'observation pour les entités tenues de faire des déclarations et de garantir la sécurité de ceux qui contribuent aux enquêtes et aux poursuites concernant le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

L'ampleur et l'objectif optimums

Le comité est d'avis que des changements s'imposent pour réagir à l'évolution du contexte mondial en matière de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme et aux progrès de la technologie, et en raison de la nécessité de sensibiliser le public au régime. De ce point de vue, les cinq recommandations formulées sont axées sur les rapports fondés sur le risque et le respect des normes mondiales, ainsi que sur la sensibilisation du public.

Comité permanent des droits de la personne

Niveler les chances : Une progression naturelle du terrain de jeu au podium pour les personnes handicapées au Canada

(Septième rapport [provisoire] déposé au Sénat le 12 juin 2012;
document parlementaire n° 1/41-954S)

On compte 4,4 millions de personnes handicapées au Canada, mais, selon certaines études, 3 % d'entre elles seulement participeraient régulièrement à des activités physiques organisées. Ce très faible taux de participation est attribuable en partie à divers obstacles.

Dans *Niveler les chances : Une progression naturelle du terrain de jeu au podium pour les personnes handicapées au Canada*, le Comité permanent des droits de la personne a étudié l'état actuel des sports et des loisirs pour les personnes handicapées dans le contexte des obligations du Canada en matière de

droits de la personne aux termes de la *Convention relative aux droits des personnes handicapées* des Nations Unies, dont le pays est signataire. Le Canada reconnaît les droits des personnes handicapées de participer à des activités sportives et récréatives et à des loisirs. Pourtant, au cours de la présente étude, le comité a appris qu'il pouvait être très difficile pour les personnes handicapées « de prendre part à pareilles activités, soulignant que ce droit n'a pas encore été pleinement reconnu ».

Dans son rapport final, le comité formule des recommandations qui permettront au gouvernement du Canada de s'acquitter de ses obligations en vertu de la Convention et d'éliminer ces obstacles, tout en instaurant un système plus coopératif susceptible de veiller à ce que toutes les régions du pays offrent des perspectives de sports et de loisirs à tous les Canadiens et les Canadiennes, à quelque niveau que ce soit.

La cyberintimidation, ça blesse! Respect des droits à l'ère numérique

(Neuvième rapport [final] déposé au Sénat le 12 décembre 2012;
document parlementaire n° 1/41-1405S)

Les jeunes de partout au pays sont confrontés à une nouvelle réalité que bien des parents, des éducateurs et des décideurs ont souvent beaucoup de difficulté à comprendre. L'intimidation dont les jeunes pouvaient autrefois être victimes principalement à l'école ou au terrain de jeu s'est maintenant infiltrée dans nos foyers par l'entremise d'Internet et d'appareils électroniques. Aujourd'hui, outre la violence sociale, verbale et physique que de nombreux élèves sont déjà forcés de subir, la cyberintimidation s'ajoute aux autres formes d'abus qui influent sur le développement de nos jeunes.

Dans *La cyberintimidation, ça blesse! Respect des droits à l'ère numérique*, le Comité permanent des droits de la personne a étudié le phénomène de la cyberintimidation et ses répercussions sur les jeunes Canadiens et Canadiennes. Il a appris que la cyberintimidation était un problème grave, qui exige une réponse affirmée à l'échelle nationale. Les jeunes Canadiens et Canadiennes et les spécialistes qui travaillent avec eux s'inquiètent devant tout ce qui reste à faire pour sensibiliser davantage la population aux effets néfastes de la cyberintimidation et aider tous ceux qui sont touchés par la situation : victimes, intimidateurs et spectateurs.

On trouvera dans le rapport les conclusions du comité sur la nature et les répercussions de la cyberintimidation, les rôles des divers intervenants et les nouvelles pratiques exemplaires dans ce domaine. Celui-ci recommande également l'établissement d'une stratégie nationale coordonnée de lutte contre la cyberintimidation par l'échange de pratiques exemplaires et la promotion de programmes offerts aux jeunes et aux parents. Le comité se penche également sur divers aspects dont il fait la promotion, par exemple les initiatives de justice réparatrice, la sensibilisation aux droits de la personne et les valeurs de la « citoyenneté numérique » (un concept expliqué dans le rapport, qui fait référence à la conduite appropriée et au respect dans le cadre d'interactions sociales en ligne et à l'aide d'appareils de télécommunications).

En plus du rapport final, le comité a préparé deux documents d'accompagnement à l'intention des jeunes et des parents.

Comité permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles

Maintenant ou jamais : Le Canada doit agir d'urgence pour prendre sa place dans le nouvel ordre mondial de l'énergie

(Quatrième rapport [final] déposé auprès du greffier du Sénat le 18 juillet 2012;
document parlementaire n° 1/41-1020S)

Le rapport *Maintenant ou jamais : Le Canada doit agir d'urgence pour prendre sa place dans le nouvel ordre mondial de l'énergie*, publié en juillet 2012, offre un aperçu de la vision énergétique du Canada fondée sur un cheminement clair et responsable pour la mise en valeur de l'énergie au Canada et une économie à faibles émissions.

Cette stratégie audacieuse et exhaustive fait appel aux connaissances de plus de 250 intervenants de premier plan, d'un océan à l'autre, pour s'attaquer aux défis réels et urgents que doivent relever les Canadiens et les Canadiennes dans le nouveau contexte mondial de l'énergie. À mesure que le comité peaufinait sa vision, il a assisté à la transformation dynamique du paysage mondial de l'énergie et en a étudié les incidences pour le Canada. Sur un horizon de trois ans, il a entendu les principaux penseurs canadiens dans le domaine de l'énergie, les représentants d'instances fédérales, provinciales et territoriales, des établissements de recherche, des intervenants de l'industrie, des meneurs autochtones, des groupes environnementalistes, des citoyens qui se sentent concernés et des délégués de la jeunesse. Le fait d'avoir entendu une gamme aussi variée de témoins de toutes les régions du pays a permis au comité d'avoir une connaissance inappréciable de la façon dont le Canada peut tirer parti de ses ressources naturelles, de sa technologie et de son capital humain pour accroître son rôle au sein du nouvel ordre énergétique mondial.

Le comité a établi 13 priorités d'action pour pouvoir, à long terme, trouver des solutions énergétiques abordables, relever les défis et saisir les occasions en matière de développement responsable et d'efficacité énergétique.

Comité permanent des finances nationales

Écart de prix entre le Canada et les États-Unis

(Seizième rapport [final] déposé au Sénat le 6 février 2013;
document parlementaire n° 1/41-1463S)

En février 2013, le comité a déposé son rapport sur les raisons pouvant expliquer les inégalités entre les prix de certains articles vendus au Canada et aux États-Unis, étant donné la valeur du dollar canadien et les répercussions du magasinage transfrontalier sur l'économie canadienne.

Le comité a examiné la tarification de plusieurs articles, des patins à glace aux jeans en passant par les automobiles et les livres. Il a constaté que plusieurs facteurs influent sur la tarification de chaque article, et, en dépit du fait que certains articles ont en commun certains facteurs (p. ex. les frais de transport, la taille relative du marché canadien ou les taux tarifaires), il ne peut expliquer de façon aussi définitive qu'il l'aurait souhaité les différences de prix entre le Canada et les États-Unis.

Dans son rapport, le comité a fait les recommandations suivantes :

- Que le ministre des Finances effectue un examen exhaustif des droits de douane canadiens, tout en tenant compte des conséquences que cela pourrait avoir sur les fabricants canadiens, de manière à réduire les écarts de prix de certains produits entre le Canada et les États-Unis;
- Par le truchement du Conseil de coopération en matière de réglementation, que le gouvernement du Canada continue d'uniformiser davantage les normes de sécurité entre le Canada et les États-Unis en vue de réduire les différences de prix sans compromettre les besoins des deux pays sur le plan de la sécurité;

- Que le gouvernement du Canada analyse les coûts et les avantages liés à l'augmentation du seuil minimal pour les envois postaux de faible valeur au Canada, afin de réduire les écarts de prix de certains produits entre le Canada et les États-Unis;
- Que le ministre du Patrimoine canadien étudie les coûts et les avantages d'une réduction du taux de majoration de 10 % que les distributeurs exclusifs canadiens peuvent ajouter au prix de catalogue des livres américains importés, rajusté en fonction du taux de change, et ce, aux termes du sous-alinéa 5(1)a)(iii) du *Règlement sur les importations de livres*;

Le comité ajoute qu'à mesure que plus de consommateurs canadiens prendront connaissance des applications des téléphones intelligents et des sites Internet qui leur permettent de comparer les prix et de magasiner et qu'ils deviendront des consommateurs avertis, les pressions concurrentielles s'intensifieront au Canada, et les prix des produits canadiens correspondront à ceux que l'on trouve aux États-Unis.

Comité permanent des langues officielles

Internet, nouveaux médias et médias sociaux : des droits linguistiques à respecter!

(Cinquième rapport [final] déposé au Sénat le 25 octobre 2012;
document parlementaire n 1/41-1340S)

À l'automne 2011, le Comité permanent des langues officielles a amorcé son étude sur l'utilisation d'Internet, des nouveaux médias et des médias sociaux et le respect des droits linguistiques des Canadiens et des Canadiennes. Son rapport, publié en octobre 2012, est l'aboutissement de neuf mois d'audiences, pendant lesquelles il a entendu plus de 50 intervenants.

Le comité fait ressortir quatre idées dans son rapport: 1) sans accès, point de service; 2) les services en ligne doivent être offerts selon le principe de l'égalité réelle des deux langues officielles; 3) les jeunes sont les plus grands utilisateurs des nouveaux outils de communication, et il faut s'assurer de les joindre là où ils se trouvent, et dans la langue de leur choix et 4) les institutions fédérales qui portent une attention méticuleuse à la dualité linguistique à toutes les étapes de leurs stratégies de communication, de la connaissance des obligations jusqu'au suivi des résultats, sont celles qui obtiennent les meilleurs résultats.

Comité permanent des pêches et des océans

La gestion durable des populations de phoques gris : vers le rétablissement des stocks de morue et autres poissons de fond

(Septième rapport [final] déposé au Sénat le 23 octobre 2012;
document parlementaire n° 1/41-1332S)

Après plusieurs mois d'audiences publiques, le Comité permanent des pêches et des océans a publié en octobre 2012 son rapport sur la gestion de la population de phoques gris de la côte Est du Canada. Il y préconise la création d'un programme ciblé d'enlèvement des phoques gris dans le sud du golfe du Saint-Laurent afin de préserver les stocks de poissons de fond. Le comité recommande également que le prélèvement de phoques gris soit confié à des chasseurs qualifiés et formés, sous la surveillance d'observateurs en mer, et respecte les protocoles établis pour assurer une chasse sans cruauté.

Le comité a recommandé également au gouvernement du Canada de faire la promotion des produits dérivés du phoque gris et de développer à cet égard les marchés intérieurs et étrangers. De plus, il a recommandé de faire valoir les avantages pour la santé de l'huile de phoque riche en acides gras oméga-3 et d'explorer la faisabilité d'ajouter de l'huile de phoque à la prochaine version du *Guide alimentaire canadien*.

Comité permanent des peuples autochtones

Un engagement qui mérite d'être préservé : Ranimer le processus des traités de la Colombie-Britannique

(Huitième rapport [provisoire] déposé au Sénat le 27 juin 2012;
document parlementaire n° 1/41-1006S)

Le comité a déposé un rapport sur la situation du processus des traités de la Colombie-Britannique pour souligner le 20^e anniversaire de ce processus. Même s'il a constaté qu'un travail considérable avait été abattu, il a exprimé ses préoccupations concernant les retards inutiles provoqués par la structure décisionnelle bureaucratique fédérale et par des mandats de négociation ne laissant que peu de marge de manœuvre, et a recommandé que le gouvernement fédéral prépare les plans d'action suivants afin de régler dans les meilleurs délais les problèmes :

- Réviser les processus décisionnels et les mandats de négociation fédéraux afin d'octroyer aux négociateurs suffisamment de souplesse et de pouvoir pour s'engager, avec les Premières Nations, dans des négociations ouvertes, authentiques et fondées sur les intérêts des parties;
- Travailler en étroite collaboration avec le gouvernement de la Colombie-Britannique et le Sommet des Premières Nations afin de préciser ce dont ont besoin les Premières Nations pour régler les revendications qui se chevauchent dans le cadre du processus de traités et déterminer les responsabilités de chaque partie à cet égard;
- Mettre des ressources adéquates à la disposition de la Commission des traités de la Colombie-Britannique afin de fournir des services de règlement des différends pour aider les Premières Nations dont les revendications se chevauchent.

Ajouts aux réserves : Accélérer le processus

(Neuvième rapport [provisoire] déposé au Sénat le 1^{er} novembre 2012;
document parlementaire n° 1/41-1355S)

Le comité a constaté que l'aliénation de terres et des ressources était l'un des grands facteurs contribuant à la marginalisation économique des peuples autochtones au Canada. Des changements d'envergure s'imposent pour permettre aux Premières Nations de se lancer dans le développement économique en faisant en sorte de régler rapidement et efficacement le problème de l'ajout aux réserves.

Le comité a recommandé que le ministère des Affaires autochtones et du Développement du Nord Canada, de concert avec les Premières Nations et par l'intermédiaire du groupe de travail mixte, prépare et dépose un plan d'action établissant des cibles et des échéanciers clairs de mise en œuvre de mesures convenues visant à améliorer le processus actuel d'ajouts aux réserves (AAR). Il a également recommandé de dégager les aspects provoquant les plus grands retards et de proposer des solutions, de nature notamment législative ou politique. Ces solutions pourraient toucher :

- La désignation de terres préalable à l'octroi du statut de réserve ou la reconnaissance des terres présentant un intérêt pour les Premières Nations à des fins de conversion en réserves;
- Des mécanismes de soutien des Premières Nations dans leurs négociations avec les municipalités et les tiers;
- La détermination des pratiques exemplaires et la mise en œuvre de mesures visant à prévenir des stratégies de tarification prédatrices des tiers propriétaires fonciers dans la vente de terres privées aux Premières Nations;
- La simplification des exigences de procédure de la politique fédérale d'ajouts aux réserves, y compris la mise en œuvre des recommandations du Bureau du vérificateur général sur l'amélioration des systèmes de gestion.

Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense

Une étude de la nouvelle Charte des anciens combattants

(Neuvième rapport [provisoire] déposé au Sénat le 21 mars 2013;
document parlementaire n° 1/41-1525S)

La nouvelle Charte des anciens combattants (NCAC) est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2006. La Charte est et a toujours été considérée comme un document évolutif.

Le Sous-comité des anciens combattants a décidé d'évaluer si la NCAC offrait les programmes d'indemnisation et d'avantages qu'elle est censée offrir.

Dans l'ensemble, le sous-comité a constaté que Anciens Combattants Canada (ACC) et la NCAC servent bien la majorité des membres des Forces canadiennes et des anciens combattants. Toutefois, il a relevé quatre enjeux qui ont une incidence sur la mise en œuvre de la NCAC. Premièrement, l'absence de « contrat social » clair et universellement accepté. Deuxièmement, la NCAC devrait incarner la vision d'une relation significative entre la population du Canada et les membres et les anciens combattants des Forces canadiennes ainsi que leur famille. Troisièmement, la transition des anciens combattants à la vie civile bénéficierait d'une meilleure compréhension de l'ensemble de ses obligations par le gouvernement. Quatrièmement, la communication entre ACC et les membres des Forces canadiennes en service devrait être claire et efficace.

Le sous-comité a présenté neuf recommandations.

Comité permanent des transports et des communications

L'avenir des déplacements aériens au Canada : poste de péage ou bougie d'allumage

(Cinquième rapport [provisoire] déposé au Sénat le 5 juin 2012;
document parlementaire n° 1/41-937S)

Après avoir entendu des douzaines de témoins en deux ans dans le cadre de l'étude sur les nouveaux enjeux de l'industrie canadienne du transport aérien, le comité a déposé en juin 2012 un rapport provisoire concernant la croissance future et la compétitivité mondiale des aéroports du Canada, intitulé : *L'avenir des déplacements aériens au Canada : poste de péage ou bougie d'allumage?* Ce rapport comportait six recommandations portant amélioration du transport aérien au Canada.

Une des principales recommandations énonce la nécessité pour le Canada de se doter d'une stratégie nationale globale et intégrée sur les déplacements aériens. Il concluait que le gouvernement fédéral devrait user de son influence pour réunir à une même table les intervenants pertinents pour améliorer continuellement l'expérience des passagers du transport aérien du Canada.

Partie II – Profils des comités 2012-2013

Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice 2012-2013, le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international a mené à terme trois études. Plus précisément, il a déposé des rapports concernant ses études sur l'évolution politique et économique du Brésil et sur l'établissement d'une « Charte du Commonwealth ». Le travail sur ces deux études a en grande partie été mené au cours de l'exercice précédent. Le comité avait également commencé l'étude de la politique étrangère du Canada en Iran au cours de l'exercice précédent; ses travaux ont dû être reportés aussi à 2012-2013, et son rapport final a été déposé en décembre 2012.

En novembre 2012, le comité a commencé une étude sur l'évolution de la situation économique et politique de la République de Turquie et tenu de vastes audiences en novembre, en février et en mars, et une mission d'étude à Istanbul et à Ankara, en Turquie, du 16 au 23 mars 2013. Il procède actuellement à la rédaction de son rapport.

Tout juste avant la fin de l'exercice, le comité a été autorisé à examiner, en vue d'en faire rapport, les conditions de sécurité et l'évolution économique dans la région de l'Asie-Pacifique et il commencera ses travaux sur cette étude dans un proche avenir.

En plus du travail sur cette étude spéciale, le comité s'est penché sur quatre projets de loi et une proposition de frais d'utilisation.

B. Rapports au Sénat en 2012-2013 *

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Troisième	Établissement d'une « Charte du Commonwealth » et ses conséquences pour le Canada	2012-04-03	14	Rapport final intitulé : <i>Une charte « sur mesure » : Consultation parlementaire sur le projet de Charte du Commonwealth</i>
Quatrième	Proposition de frais de service de Passeport Canada au Parlement en vertu de la <i>Loi sur les frais d'utilisation</i>	2012-05-10	11	Étude

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2012-2013) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013.

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Cinquième	L'évolution politique et économique au Brésil	2012-05-29	32	Rapport final intitulé : <i>Intensifier les partenariats stratégiques avec le nouveau Brésil</i>
Sixième	Projet de loi C-23 (Loi sur la croissance économique et la prospérité Canada-Jordanie)	2012-06-28	8	Projet de loi adopté sans amendement
Septième	Projet de loi S-10 (Convention sur les armes à sous-munitions)	2012-11-08	27	Projet de loi adopté sans amendement
Huitième	Projet de loi C-24 (Loi sur la croissance économique et la prospérité Canada-Panama)	2012-12-06	13	Projet de loi adopté sans amendement
Neuvième	La politique étrangère canadienne concernant l'Iran	2012-12-12	20	Rapport final intitulé : <i>L'Iran dans la mire : enjeux actuels de la politique étrangère canadienne</i>
Dixième	Évolution économique et politique en République de Turquie et répercussions pour les intérêts canadiens	2012-12-13	-	Budget
Onzième	Projet de loi S-14 (Loi sur la corruption d'agents publics étrangers)	2013-03-07	8	Projet de loi adopté sans amendement

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures des missions d'étude	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2012-2013	32	45,2	36,2	93	9
2011-2012	23	30,9	66	57	2
2010-2011	31	44,5	37,8	59	8
2009-2010	30	33,8	84	62	7
2008-2009	19	30,1	-	41	7

D. Dépenses de l'exercice 2012-2013

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	55 951 \$
Dépenses des témoins	<u>13 466 \$</u>
TOTAL	69 417 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2012-2013

(*Membres d'office)

Présidente :

L'honorable sénatrice Raynell Andreychuk (conservatrice)

Vice-président :

L'honorable sénateur Percy E. Downe (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection) :

Les honorables sénateurs Andreychuk, *Cowan (ou Tardif), De Bané, C.P., Downe, Finley, Fortin-Duplessis, Johnson, *LeBreton, C.P. (ou Carignan), Mahovlich, Nolin, Robichaud, C.P., Segal, Smith, C.P. (Cobourg) et Wallin

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité :

Les honorables sénateurs Ataullahjan, Beyak, Black, Buth, Campbell, Chaput, Dallaire, Dawson, Demers, Duffy, Frum, Housakos, Hubley, Lang, MacDonald, Marshall, Mockler, Rivard, Stratton et Wells

Greffière/greffier du comité :

Adam Thompson (depuis août 2012)

Line Gravel (jusqu'en août 2012)

Recherche et soutien administratif :

Brian Hermon et Natalie Mychajlyszyn (Bibliothèque du Parlement)

Lori Meldrum (adjointe administrative) (depuis août 2012)

Louise Pronovost (adjointe administrative) (jusqu'en août 2012)

Comité permanent des affaires juridiques et constitutionnelles

A. Renseignements généraux

Le Comité permanent des affaires juridiques et constitutionnelles a été et demeure l'un des comités les plus occupés du Sénat. Son travail consiste en grande partie à étudier des projets de loi, mais il entreprend parfois des études spéciales plus approfondies sur des questions qui relèvent de son mandat.

Au cours du présent exercice, le comité a étudié cinq projets de loi du gouvernement, deux projets de loi d'intérêt public émanant du Sénat, trois projets de loi d'intérêt public émanant des députés et un projet de loi d'intérêt privé, et en a fait rapport. Il a aussi étudié et a fait rapport sur un projet de règlement concernant la *Loi sur les armes à feu*. De plus, le comité a terminé l'examen législatif biennal de la production de dossiers dans les cas de procédures pour infractions d'ordre sexuel et déposé son rapport final en décembre 2012.

B. Rapports au Sénat en 2012-2013 *

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Onzième	Projet de loi S-1003 (l'Industrielle Alliance Pacifique, Assurance et services financiers inc.)	2012-04-26	1	Projet de loi adopté sans amendement
Douzième	Projet de loi C-26 (Code criminel – Loi sur l'arrestation par des citoyens et moyens de défense relativement aux personnes)	2012-06-07	19	Projet de loi adopté sans amendement
Treizième	Projet de loi C-310 (Code criminel – traite des personnes)	2012-06-14	11	Projet de loi adopté sans amendement
Quatorzième	Projet de loi S-209 (Code criminel – combats concertés)	2012-06-14	12	Projet de loi adopté avec un amendement
Quinzième	Proposition de règlement sur les renseignements relatifs aux armes à feu (armes à feu sans restrictions)	2012-06-21	10	Étude

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2012-2013) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013.

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Seizième	Projet de loi C-290 (Code criminel – paris sportifs)	2012-11-08	21	Projet de loi adopté sans amendement
Dix-septième	Projet de loi S-12 (Loi sur les textes réglementaires)	2012-12-06	8	Projet de loi adopté sans amendement, mais avec observations
Dix-huitième	Projet de loi C-36 (Code criminel – maltraitance des aînés)	2012-12-11	14	Projet de loi adopté sans amendement
Dix-neuvième	Projet de loi C-293 (Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (plaignants quérulents))	2012-12-13	12	Projet de loi adopté sans amendement
Vingtième	Communication de dossiers dans les cas d'infraction d'ordre sexuel	2012-12-13	19	Rapport final intitulé : <i>Examen législatif des dispositions et de l'application de la Loi modifiant le Code criminel (communication de dossiers dans les cas d'infraction d'ordre sexuel)</i>
Vingt-et-unième	Projet de loi S-207 (maintien des droits autochtones ancestraux ou issus de traités)	2013-02-28	8	Projet de loi adopté avec un amendement
Vingt-deuxième	Projet de loi C-53 (succession au trône)	2013-03-21	7	Projet de loi adopté sans amendement
Vingt-troisième	Projet de loi C-55 (Code criminel)	2013-03-26	9	Projet de loi adopté sans amendement

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures des missions d'étude	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2012-2013	40	66,1	-	144	13
2011-2012	38	116,6	-	220	10
2010-2011	51	118,3	-	254	18
2009-2010	42	97,5	1,9	168	11
2008-2009	28	48,2	-	74	9

D. Dépenses de l'exercice 2012-2013

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	2 752 \$
Dépenses des témoins	<u>36 182 \$</u>
TOTAL	38 934 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2012-2013

(*Membres d'office)

Président :

L'honorable sénateur Bob Runciman (conservateur) (depuis le 25 avril 2012)

L'honorable sénateur John Wallace (conservateur) (jusqu'au 25 avril 2012)

Vice-présidente :

L'honorable sénatrice Joan Fraser (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection) :

Les honorables sénateurs Angus, Baker, C.P., Boisvenu, Chaput, *Cowan (ou Tardif), Fraser, Frum, Joyal, C.P., Lang, *LeBreton, C.P. (ou Carignan), Meredith, Runciman, Wallace et Watt

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité :

Les honorables sénateurs Andreychuk, Batters, Beyak, Buth, Campbell, Cowan, Dagenais, Demers, Dawson, Di Nino, Enverga, Jr., Fortin-Duplessis, Housakos, Jaffer, McIntyre, Merchant, Mitchell, Neufeld, Ngo, Ogilvie, Patterson, Peterson, Plett, Poirier, Raine, Rivard, Rivest, Smith, C.P. (Cobourg), Verner, C.P. et White

Greffière du comité :

Shaila Anwar

Analystes et soutien administratif :

Lyne Casavant, Robin Mackay, Julia Nicol et Erin Shaw (Bibliothèque du Parlement)

Tracy Amendola (adjoindte administrative)

Comité permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie

A. Renseignements généraux

Au cours du printemps 2012, le comité a entendu les derniers témoins dans le cadre de son étude sur l'inclusion et la cohésion sociales au Canada et la teneur des éléments figurant dans la Section 54 de la Partie 4 du projet de loi C-38, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 29 mars 2012 et mettant en œuvre d'autres mesures. De plus, il a terminé son étude des deux premiers thèmes dans le cadre de son ordre de renvoi sur les produits pharmaceutiques sur ordonnance au Canada, et a déposé au cours de l'exercice deux rapports, le premier intitulé *L'infrastructure des essais cliniques au Canada : Ordonnance pour améliorer l'accès aux médicaments* (novembre 2012), et le deuxième intitulé *Les produits pharmaceutiques sur ordonnance au Canada : Suivi post-approbation effectué pour en assurer l'innocuité et l'efficacité* (mars 2013). En février 2013, le comité a entendu les premiers témoins parler du troisième thème de l'étude, l'utilisation non indiquée de produits pharmaceutiques sur ordonnance.

Le comité a aussi étudié au cours de l'exercice 2012-2013 les projets de loi suivants :

- Projet de loi C-288, Loi concernant le drapeau national du Canada
- Projet de loi C-278, Loi instituant une journée destinée à sensibiliser davantage le public à l'épilepsie
- Projet de loi C-31, Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés, la Loi sur les mesures de réforme équitables concernant les réfugiés, la Loi sur la sûreté du transport maritime et la Loi du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration
- Projet de loi S-204, Loi établissant une stratégie nationale concernant l'insuffisance veineuse céphalorachidienne chronique (IVCC)
- Projet de loi C-313, Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues (lentilles cornéennes qui ne corrigent pas la vue)
- Projet de loi C-44, Loi modifiant le Code canadien du travail et la Loi sur l'assurance-emploi et modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu et le Règlement de l'impôt sur le revenu en conséquence
- Projet de loi C-300, Loi concernant l'établissement d'un cadre fédéral de prévention du suicide
- Projet de loi C-316, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (incarcération)
- Projet de loi S-202, Loi prévoyant l'établissement et la tenue d'un registre national des instruments médicaux (étude non terminée en 2012-2013)

B. Rapports au Sénat en 2012-2013 *

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Huitième	Progrès dans la mise en œuvre du plan décennal pour consolider les soins de santé de 2004	2012-04-02	-	Budget
Neuvième	Étude sur l'inclusion et la cohésion sociales au Canada	2012-04-02	-	Budget
Dixième	Étude sur les produits pharmaceutiques sur ordonnance au Canada	2012-04-02	-	Budget
Onzième	Projet de loi C-288 (drapeau national du Canada)	2012-06-14	2	Projet de loi adopté sans amendement
Douzième	Projet de loi C-278 (sensibilisation du public à l'épilepsie)	2012-06-14	1	Projet de loi adopté sans amendement
Treizième	Projet de loi C-31 (Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés)	2012-06-21	23	Projet de loi adopté sans amendement, mais avec observations
Quatorzième	Étude sur les produits pharmaceutiques sur ordonnance au Canada	2012-11-01	41	Rapport provisoire intitulé : <i>L'infrastructure des essais cliniques au Canada : Ordonnance pour améliorer l'accès aux médicaments</i>
Quinzième	Projet de loi S-204 (stratégie nationale concernant l'insuffisance veineuse céphalorachidienne chronique (IVCC))	2012-11-22	12	Projet de loi S-204, avec recommandation voulant que, en application de l'article 12-23(5) du Règlement, le Sénat ne poursuive pas l'étude du projet de loi
Seizième	Projet de loi C-313 (lentilles cornéennes ne corrigeant pas la vue)	2012-11-29	3	Projet de loi adopté sans amendement
Dix-septième	Projet de loi C-44 (Code canadien du travail et emploi)	2012-12-10	11	Projet de loi adopté sans amendement, mais avec observations

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2012-2013) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2008-2013) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013.

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Dix-huitième	Projet de loi C-300 (cadre fédéral pour la prévention du suicide)	2012-12-10	7	Projet de loi adopté sans amendement
Dix-neuvième	Projet de loi C-316 (Loi sur l'assurance-emploi (incarcération))	2013-02-14	9	Projet de loi adopté sans amendement
Vingtième	Étude sur les produits pharmaceutiques sur ordonnance au Canada	2013-03-26	30	Rapport provisoire intitulé : <i>Les produits pharmaceutiques sur ordonnance au Canada : Suivi post-approbation effectué pour en assurer l'innocuité et l'efficacité</i>

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures des missions d'étude	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2012-2013	46	79	-	169	13
2011-2012	32	53,4	-	104	7
2010-2011	54	104,5	1.4	251	16
2009-2010	27	44,5	-	89	13
2008-2009	9	8,9	-	15	10

D. Dépenses de l'exercice 2012-2013

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	32 021 \$
Dépenses des témoins	43 814 \$
TOTAL	75 835 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2012-2013

(*Membres d'office)

Président :

L'honorable sénateur Kelvin K. Ogilvie (conservateur)

Vice-président :

L'honorable sénateur Art Eggleton, C.P. (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection) :

Les honorables sénateurs Braley, Callbeck, Champagne, C.P., Cordy, *Cowan (ou Tardif), Demers, Dyck, Eggleton, C.P., *LeBreton, C.P. (ou Carignan), Marshall, Martin, Merchant, Ogilvie et Seidman

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité :

Les honorables sénateurs Ataullahjan, Boisvenu, Buth, Campbell, Chaput, Day, Doyle, Duffy, Eaton, Enverga, Jr., Housakos, Huble, Jaffer, Lang, Maltais, McInnis, Mercer, Mockler, Moore, Munson, Neufeld, Oh, Patterson, Peterson, Raine, Robichaud, C.P., Seth, Unger, Verner, C.P. et Wallace

Greffière du comité :

Jessica Richardson

Analystes et soutien administratif :

Sonya Norris et Karin Phillips (Bibliothèque du Parlement)

Diane McMartin (adjoite administrative)

Comité permanent de l'agriculture et des forêts

A. Renseignements généraux

Au cours du dernier exercice, le Comité permanent de l'agriculture et des forêts a déposé au Sénat trois rapports de fond.

Le septième rapport du comité portait sur le projet de loi S-11, Loi concernant les produits alimentaires, et portant notamment sur leur inspection, leur salubrité, leur étiquetage, la publicité à leur égard, leur importation, leur exportation, leur commerce interprovincial, l'établissement de normes à leur égard, l'enregistrement de personnes exerçant certaines activités à leur égard, la délivrance de licences à ces personnes, l'établissement de normes relatives aux établissements où de telles activités sont exercées, ainsi que l'agrément de tels établissements. Le projet de loi a été présenté au Sénat, avec deux amendements.

Le huitième rapport du comité portait sur la teneur de la Section 19 de la Partie 4 du projet de loi C-45, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget. Le comité a fait rapport sur les réunions qu'il a tenues et les témoins qu'il a entendus.

Le dernier rapport de fond présenté par le comité au cours de l'exercice précédent était son dixième, et portait sur la proposition de l'Agence canadienne d'inspection des aliments visant à imposer un prix pour l'obtention d'un permis d'importation des produits du secteur des établissements non agréés par le gouvernement fédéral. Le comité a recommandé l'approbation de tels frais d'utilisation.

En plus de ces rapports de fond, le comité a poursuivi son travail dans le cadre de l'ordre de renvoi touchant les efforts de recherche et d'innovation dans le secteur agricole. À ce titre, il a tenu des audiences publiques à Ottawa et effectué trois missions d'étude distinctes.

Au début de novembre 2012, le comité s'est rendu dans les trois provinces des Prairies. Au Manitoba, il s'est arrêté à Winnipeg, à Landmark, à Saint-François-Xavier, à Neepawa et à Brandon. En Saskatchewan, il s'est rendu à Yorkton, à Lanigan, à Saskatoon et à Lloydminster, tandis qu'en Alberta, il a visité Lloydminster, Lacombe et Olds.

Également en novembre 2012, le comité a parcouru les Maritimes pour rencontrer les intervenants du secteur agricole. Au Nouveau-Brunswick, il s'est arrêté à Saint-André, à Grand-Sault, à Florenceville-Bristol, à Moncton et à Fredericton. Il est également allé à New Annan (l'Île-du-Prince-Édouard). Enfin, en Nouvelle-Écosse, il s'est rendu à Oxford, à Mastown et à Kentville.

Durant son dernier déplacement, en mars 2013, le comité s'est rendu à St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador), dans le cadre d'une mission d'étude.

B. Rapports au Sénat en 2012-2013 *

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Sixième	Efforts de recherche et d'innovation dans le secteur agricole	2012-04-03	-	Budget
Septième	Projet de loi S-11 (Loi concernant les produits alimentaires)	2012-10-04	25	Projet de loi adopté avec deux modifications
Huitième	Teneur de la Section 19 de la Partie 4 du projet de loi C-45 (Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget)	2012-11-22	19	Témoins entendus et teneur de la section concernée sur laquelle portaient les témoignages
Neuvième	Efforts de recherche et d'innovation dans le secteur agricole	2013-02-14	-	Budget supplémentaire, mission d'étude, St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)
Dixième	Proposition de l'ACIA d'exiger des frais d'utilisation	2013-03-21	-	Approbation recommandée

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures des missions d'étude	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2012-2013	34	62,5	40,5	130	5
2011-2012	29	54,7	23	102	5
2010-2011	37	62,8	57	89	1
2009-2010	34	56,6	17	83	8
2008-2009	19	28,1	-	38	5

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2012-2013) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013.

D. Dépenses de l'exercice 2012-2013

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	94 714 \$
Dépenses des témoins	<u>48 425 \$</u>
TOTAL	143 139 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2012-2013

(*Membres d'office)

Président :

L'honorable sénateur Percy Mockler (conservateur)

Vice-président :

L'honorable sénateur Fernand Robichaud, C.P. (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection) :

Les honorables sénateurs Callbeck, *Cowan (ou Tardif), Duffy, Eaton, Fairbairn, C.P., *LeBreton, C.P. (ou Carignan), Mahovlich, Mercer, Mockler, Ogilvie, Plett, Rivard, Robichaud, C.P., et Segal

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité :

Les honorables sénateurs Braley, Buth, Campbell, Chaput, Dagenais, Demers, Fortin-Duplessis, Frum, Maltais, Martin, Nolin, Peterson, Seth, Tardif, Verner, C.P., Wallace et White

Greffier du comité :

Kevin Pittman

Analystes et soutien administratif :

Aïcha Coulibaly et Sarah Jane Fraser (Bibliothèque du Parlement)

Nicole Raymond (adjointe administrative) (depuis octobre 2012)

Louise Archambeault (adjointe administrative) (jusqu'en octobre 2012)

Comité permanent des banques et du commerce

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice 2012-2013, le comité a étudié quatre projets de loi et la teneur de deux projets de loi budgétaires. Il a également entamé deux études et mené une enquête sur la divulgation non autorisée de documents confidentiels des comités.

Dans le cadre de son étude générale sur l'état actuel du système financier canadien et international, le comité a accueilli à deux reprises le gouverneur de la Banque du Canada. De plus, il a poursuivi son examen législatif de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité (blanchiment d'argent) et le financement des activités terroristes*, recevant plus de 40 témoins, dont des représentants de ministères et d'organismes fédéraux, provinciaux et étrangers, de même que des représentants du secteur privé. En mars 2012, le comité a déposé son rapport intitulé *Suivre l'argent à la trace : le Canada progresse-t-il dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes? Pas vraiment!*

Le comité a étudié le projet de loi C-311, Loi modifiant la Loi sur l'importation des boissons enivrantes (importation interprovinciale de vin pour usage personnel) et l'a adopté sans amendement. En juin 2012, il a étudié le projet de loi C-25, Loi concernant les régimes de pension agréés collectifs et apportant des modifications connexes à certaines lois, et l'a adopté sans amendement. Le même mois, le comité s'est penché sur le projet de loi C-11, Loi modifiant la Loi sur le droit d'auteur, et l'a adopté sans amendement.

En février 2013, le comité a étudié le projet de loi C-28, Loi modifiant la Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada, et l'a adopté sans amendement. Il a également examiné le projet de loi S-203, Loi visant à moderniser la composition des conseils d'administration, mais n'a tenu aucune audience au cours de l'exercice.

Le comité a aussi étudié la teneur de deux projets de loi budgétaires. En mai 2012, il a étudié celle des éléments contenus dans les Sections 2, 10, 11, 22, 28 et 36 de la Partie 4 du projet de loi C-38, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2012 et mettant en œuvre d'autres mesures, mais n'a pas déposé de rapport. En novembre 2012, le comité a examiné la teneur des éléments contenus dans les Sections 1, 3, 6 et 14 de la Partie 4 du projet de loi C-45, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 29 mars 2012 et mettant en œuvre d'autres mesures, et a déposé un rapport.

B. Rapports au Sénat en 2012-2013 *

N° de rapport	Ordre de Renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Troisième	Projet de loi C-311 (Loi sur l'importation de boissons enivrantes)	2012-06-14	5	Projet de loi adopté sans amendement
Quatrième	Projet de loi C-25 (Régimes de pension agréés collectifs)	2012-06-21	17	Projet de loi adopté sans amendement

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2012-2013) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013.

N° de rapport	Ordre de Renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Cinquième	Projet de loi C-11 (Loi sur le droit d'auteur)	2012-06-21	53	Projet de loi adopté sans amendement
Sixième	Examen des produits de la criminalité (blanchiment d'argent) et le financement des activités terroristes	2012-06-27	-	Budget
Septième	Examen des produits de la criminalité (blanchiment d'argent) et le financement des activités terroristes	2012-10-30	-	Rapport provisoire sur la divulgation non autorisée de documents confidentiels de comités
Huitième	Teneur des Sections 1, 3, 6 et 14 de la Partie 4 du projet de loi C-45 (Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget)	2012-11-29	22	Examen
Neuvième	Projet de loi C-28 (Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada)	2013-02-14	23	Projet de loi adopté sans amendement
Dixième	Examen des produits de la criminalité (blanchiment d'argent) et financement des activités terroristes	2013-03-20	69	Rapport final intitulé <i>Suivre l'argent à la trace : le Canada progresse-t-il dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes? Pas vraiment!</i>

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures des missions d'étude	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2012-2013	44	65,4	15,8	159	8
2011-2012	32	50,8	-	117	2
2010-2011	40	67,8	-	112	8
2009-2010	35	60	-	98	5
2008-2009	22	43	-	98	2

D. Dépenses de l'exercice 2012-2013

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	35 094\$
Dépenses des témoins	<u>19 576\$</u>
TOTAL	54 670 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2012-2013

(*Membres d'office)

Président :

L'honorable sénateur Irving R. Gerstein (conservateur)

Vice-présidente :

L'honorable sénatrice Céline Hervieux-Payette, C.P. (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection) :

Les honorables sénateurs *Cowan (ou Tardif), Gerstein, Greene, Harb, Hervieux-Payette, C.P., *LeBreton, C.P. (ou Carignan), Massicotte, Meighen, Moore, Oliver, Ringuette, Smith (Saurel), Stewart Olsen et Tkachuk

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité :

Les honorables sénateurs Atallahjan, Baker, C.P., Bellemare, Black, Brown, Campbell, Comeau, Dawson, Day, De Bané, C.P., Frum, Hubley, Maltais, Marshall, Meredith, Moore, Mockler, Nancy Ruth, Nolin, Patterson, Plett, Poirier, Rivard, Stratton, Unger, Wallace et White

Greffier/greffière du comité :

Barbara Reynolds (depuis août 2012)

Adam Thompson (jusqu'en août 2012)

Analystes et soutien administratif :

John Bulmer et Adriane Yong (Bibliothèque du Parlement)

Brigitte Martineau (adjointe administrative) (depuis août 2012)

Lori Meldrum (adjointe administrative) (jusqu'en août 2012)

Comité permanent sur les conflits d'intérêts des sénateurs

A. Renseignements généraux

Le Comité permanent sur les conflits d'intérêts des sénateurs a été créé en vertu du *Règlement du Sénat* pour se charger de toutes les questions ayant trait au *Code régissant les conflits d'intérêts des sénateurs*, adopté en 2005, et pour orienter de façon générale le travail du conseiller sénatorial en éthique. Le Sénat a adopté une nouvelle version du Code en mai 2008. Le 29 mars 2012, il a présenté au Sénat un rapport proposant d'apporter six modifications au Code. Le rapport a été adopté le 1^{er} mai 2012, et le Code révisé est entré en vigueur le 1^{er} octobre 2012. L'un des changements essentiels est l'affichage des résumés des sénateurs sur le site Web du conseiller sénatorial en éthique afin que le public puisse les consulter.

Le comité a également déposé le 2 octobre 2012 un rapport adopté par le Sénat le 16 du même mois et recommandant que le comité amorce l'examen exhaustif suivant du Code cinq ans plus tard, soit en 2017, conformément aux dispositions de l'article 53 dudit Code.

Les responsabilités du comité sont précisées dans le Code.

La composition du comité est établie selon un processus qui diffère de celui de la plupart des autres comités. Le Code prévoit ainsi que le caucus du gouvernement élise deux membres par scrutin secret, et que le caucus de l'opposition en élise deux autres de la même manière; ces quatre membres élisent le cinquième membre. Au moins quatre des membres du comité élisent le président.

B. Rapports au Sénat en 2012-2013 *

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Quatrième	Étude des questions touchant le <i>Code régissant les conflits d'intérêts des sénateurs</i>	2012-10-02	-	Article 53 du Code – prochain examen quinquennal

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2012-2013) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2012-2013	3	1,8	4	1
2011-2012	9	9,5	2	3
2010-2011	1	0,3	-	2
2009-2010	6	7,4	1	2
2008-2009	9	9,2	-	2

D. Dépenses de l'exercice 2012-2013

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	Néant
Dépenses des témoins	Néant
TOTAL	NÉANT

E. Membres du comité pendant l'exercice 2012-2013

Président :

L'honorable sénateur Terry Stratton (conservateur) (jusqu'au 16 mars 2013)

Vice-président :

L'honorable sénateur Serge Joyal, C.P. (libéral)

Membres du comité (composition adoptée par motion du Sénat) :

Les honorables sénateurs Andreychuk, Angus (jusqu'au 21 juillet 2012), Cordy, Joyal, C.P., Stratton (jusqu'au 16 mars 2013), Wallace (depuis le 3 octobre 2012)

Greffière du comité :

Catherine Piccinin

Analyste et soutien administratif :

Michel Bédard (Bibliothèque du Parlement)

Debbie Larocque (adjoind administrative)

Comité permanent des droits de la personne

A. Renseignements généraux

Au cours de la première partie de 2012-2013, le Comité permanent des droits de la personne est revenu à son étude sur la cyberintimidation chez les jeunes Canadiens et Canadiennes et les obligations du pays de protéger les enfants en vertu de la *Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant*. Il a entendu des organismes de défense de la jeunesse, des chercheurs universitaires et des représentants d'initiatives nationales anti-intimidation et a tenu deux réunions spéciales avec des jeunes. Une classe d'élèves de huitième année de l'école intermédiaire Springbank, en Alberta, a rencontré le comité par vidéoconférence afin de discuter de leur expérience de la cyberintimidation et de présenter des solutions possibles. Par la suite, le comité a invité des adolescents victimes d'intimidation extrême sur Internet et par communications mobiles à témoigner à huis clos.

Après l'étape des audiences, le comité a rédigé son rapport final intitulé *La cyberintimidation, ça blesse! Respect des droits à l'ère numérique* qui l'a déposé au Sénat le 12 décembre 2012. Pour accompagner son rapport, il a préparé deux guides connexes visant à promouvoir ses conclusions auprès de deux groupes définis, à savoir les jeunes et les parents. Ces guides renseignent également le lecteur sur ses droits concernant les médias numériques et aident à promouvoir une bonne « citoyenneté numérique », tel que cela ressort des recommandations du comité.

À l'automne 2012, le comité s'est lancé dans une nouvelle étude sur les droits des membres des Premières Nations vivant hors des réserves. Il a tenu des audiences sur la Colline parlementaire et s'est rendu à Winnipeg, à Saskatoon et à Vancouver. Pour favoriser un dialogue constructif avec les collectivités urbaines de membres des Premières Nations, le comité a tenu ses audiences publiques dans les centres d'amitié de chaque ville et donné à tous la possibilité de témoigner à chaque endroit.

Vers la fin de l'année, le comité a tenu une réunion sur son examen en cours des obligations nationales et internationales du Canada en matière de droits de la personne. L'audience portait sur l'examen le plus récent du Canada par le Comité de l'ONU sur les droits de l'enfant. Le comité sénatorial a invité les porte-parole de six ministères fédéraux et organismes non gouvernementaux distincts s'occupant d'enfants à donner leur point de vue sur le processus d'examen du gouvernement du Canada par l'organe de l'ONU, en vertu de la *Convention sur les droits de l'enfant*.

B. Rapports au Sénat en 2012-2013 *

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Cinquième	Inviter le ministre des Affaires indiennes et du Nord afin de faire une mise à jour sur les actions prises par le ministère concernant les recommandations incluses dans le rapport du comité intitulé : <i>Un toit précaire : Les biens matrimoniaux situés dans les réserves</i> (2003)	2012-05-03	14	Rapport final
Sixième	Questions touchant les droits de la personne de membres des Premières Nations vivant à l'extérieur des réserves	2012-05-03	-	Budget
Septième	Obligations nationales et internationales du Canada en matière de droits de la personne	2012-06-12	23	Rapport provisoire intitulé : <i>Niveler les chances : Une progression naturelle du terrain de jeu au podium pour les personnes handicapées au Canada</i>
Huitième	La cyberintimidation au Canada	2012-10-18	-	Budget
Neuvième	La cyberintimidation au Canada	2012-12-12	64	Rapport final : <i>La cyberintimidation, ça blesse! Respect des droits à l'ère numérique</i>
Dixième	La cyberintimidation au Canada	2013-03-07	-	Budget

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2012-2013) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures des missions d'étude	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2012-2013	20	48,9	7.5	164	6
2011-2012	12	30,5	-	56	4
2010-2011	22	46,4	-	100	6
2009-2010	20	47,1	-	120	5
2008-2009	14	33,1	-	78	8

D. Dépenses de l'exercice 2012-2013

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	99 851 \$
Dépenses des témoins	<u>30 153 \$</u>
TOTAL	130 004 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2012-2013

(*Membres d'office)

Présidente :

L'honorable sénatrice Mobina S.B. Jaffer (libérale)

Vice-président/vice-présidente :

L'honorable sénatrice Salma Atallahjan (conservatrice) (depuis le 25 mars 2013)

L'honorable sénateur Patrick Brazeau (conservateur) (jusqu'au 7 février 2013)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection) :

Les honorables sénateurs Andreychuk, Atallahjan, Baker, C.P., Brazeau, *Cowan (ou Tardif), Hubley, Jaffer, Kochhar, *LeBreton, C.P. (ou Carignan), Nancy Ruth et Zimmer

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité :

Les honorables sénateurs Boisvenu, Buth, Campbell, Carignan, Dyck, Frum, Marshall, McIntyre, Meredith, Ngo, Oh, Robichaud, C.P., Seidman, Wallace et White

Greffier du comité :

Daniel Charbonneau

Analystes et soutien administratif :

Martha Butler, Lyne Casavant et Julian Walker (Bibliothèque du Parlement)

Debbie Larocque (adjoindte administrative)

Comité permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice 2012-2013, le comité a terminé son étude triennale sur l'état actuel et l'avenir du secteur de l'énergie au Canada (énergies de remplacement comprises) et a déposé en juillet 2012 son rapport final, intitulé *Maintenant ou jamais : Le Canada doit agir d'urgence pour prendre sa place dans le nouvel ordre mondial de l'énergie*. Tirant parti de la compétence de plus de 250 intervenants de premier plan du secteur de l'énergie de l'ensemble du pays, il est parvenu à formuler dans son étude 13 priorités d'action visant à apporter des solutions à long terme et abordables pour le Canada en matière d'énergie, en relevant les enjeux et en tirant parti des possibilités de développement durable et d'efficacité énergétique.

Sous la gouverne d'un nouveau président, à l'automne 2012, le comité a lancé son étude sur la sécurité du transport des hydrocarbures au Canada, examinant et comparant les régimes, normes et pratiques exemplaires canadiennes et étrangères concernant le transport sécuritaire des hydrocarbures par pipelines, navires pétroliers et wagons de chemin de fer. Dans le cadre de son étude, en mars 2013, le comité s'est rendu à Calgary (Alberta) ainsi qu'à Sarnia et à Hamilton (Ontario) pour mener des visites sur place et tenir des réunions d'enquête.

En plus de son travail dans le cadre de cette étude spéciale, le comité s'est penché sur un projet de loi et sur deux études préliminaires concernant la teneur de deux projets de loi.

B. Rapports au Sénat en 2012-2013 *

N° de rapport	Ordre de Renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Quatrième	L'état actuel et futur du secteur énergétique du Canada (énergies de remplacement comprises)	2012-07-18	303	Rapport final <i>Maintenant ou jamais : Le Canada doit agir d'urgence pour prendre sa place dans le nouvel ordre mondial de l'énergie</i>
Cinquième	Teneur des Sections 4, 18 et 21 de la Partie 4 du projet de loi C-45, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget	2012-11-28	19	Étude
Sixième	L'état actuel des éléments de sécurité du transport en vrac des hydrocarbures au Canada	2012-12-13	-	Budget

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2012-2013) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013.

N° de rapport	Ordre de Renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Septième	Projet de loi C-370 (Parc national des Îles-du-Saint-Laurent du Canada)	2013-02-28	1	Projet de loi adopté sans amendement

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures des missions d'étude	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2012-2013	30	48,3	24,5	96	4
2011-2012	36	79,2	26,5	115	3
2010-2011	49	114,1	28,4	159	9
2009-2010	34	62,9	25	85	12
2008-2009	22	44,6	36	71	10

D. Dépenses de l'exercice 2012-2013

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	100 410 \$
Dépenses des témoins	<u>17 219 \$</u>
TOTAL	117 629 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2012-2013

(Membres d'office)

Président :

L'honorable sénateur Richard Neufeld (conservateur) (depuis le 4 octobre 2012)

L'honorable sénateur W. David Angus (conservateur) (jusqu'au 21 juillet 2012)

Vice-président :

L'honorable sénateur Grant Mitchell (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection) :

Les honorables sénateurs Angus, Banks, Brown, *Cowan (ou Tardif), Dickson, Johnson, *LeBreton, C.P. (ou Carignan), Massicotte, Mitchell, Neufeld, Peterson, Seidman, Sibbeston et Wallace

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité :

Les honorables sénateurs Boisvenu, Dawson, Demers, Dyck, Fortin-Duplessis, Fraser, Frum, MacDonald, Martin, McCoy, McInnis, Munson, Nancy Ruth, Nolin, Ogilvie, Patterson, Plett, Ringuette, Seth, Unger et White

Greffière du comité :

Lynn Gordon

Analystes et soutien administratif :

Sam Banks et Marc LeBlanc (Bibliothèque du Parlement)

Maritza Jean-Pierre (adjointe administrative)

Comité permanent des finances nationales

A. Renseignements généraux

Le comité a été créé en mai 1919 sous l'appellation de Comité des finances, avant de devenir, en 1968, le Comité des finances nationales. Son champ de compétence s'étend aux dépenses effectuées par le gouvernement. Comme il est énoncé dans l'article 12-7(5) du *Règlement du Sénat*, le comité a pour mandat d'examiner les questions ayant trait au budget fédéral en général, y compris :

- i. les comptes nationaux et les rapports du vérificateur général;
- ii. les finances publiques.

Le comité consacre une grande partie de ses travaux à l'examen du budget des dépenses du gouvernement et des questions qui en découlent.

Étude du budget et des mesures législatives

Comme d'habitude, le comité a consacré une large part de son attention au budget des dépenses, qui est l'énoncé du plan de dépenses du gouvernement. Il a tenu plusieurs réunions afin d'examiner divers aspects des prévisions des dépenses du gouvernement pour 2012-2013 et 2013-2014, y compris le *Budget principal des dépenses 2012-2013*, le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2012-2013, le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2012-2013 et le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2012-2013. Le comité a aussi entamé un examen préliminaire du Budget principal des dépenses 2013-2014 en mars 2013 et déposé au Sénat un rapport provisoire. Au cours de ses études, il a porté à l'attention du Sénat une vaste gamme de questions.

Le comité a également fait rapport sur trois projets de loi :

- Projet de loi C-38, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 29 mars 2012 et mettant en œuvre d'autres mesures, adopté sans amendement;
- Projet de loi C-46, Loi modifiant la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, adopté sans amendement;
- Projet de loi C-45, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 29 mars 2012, adopté sans amendement.

En ce qui a trait aux projets de loi C-38 et C-45, le comité a entrepris une étude de la teneur des projets de loi avant leur dépôt au Sénat. Il a ainsi pu entendre les témoins parler des projets de loi avant leur première lecture au Sénat.

Études spéciales

En février 2013, le comité a déposé son rapport sur les raisons des inégalités entre les prix de certains articles vendus au Canada et aux États-Unis, étant donné la valeur du dollar canadien et les répercussions du magasinage transfrontalier sur l'économie canadienne.

Il a examiné la tarification de plusieurs articles, des patins à glace aux jeans en passant par les automobiles et les livres, et constaté que plusieurs facteurs influencent la tarification de chaque article. En dépit du fait que certains articles ont en commun certains facteurs (p. ex., les frais de transport, la taille relative du marché canadien ou les taux de droits de douane), le comité n'a pu offrir d'expliquer de façon aussi définitive qu'il l'aurait voulue les différences de prix entre le Canada et les États-Unis. Il a formulé quatre recommandations et une observation sur les possibilités de réduire ces différences de prix.

B. Rapports au Sénat en 2012-2013 *

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Neuvième	Étude sur les raisons pouvant expliquer les inégalités de prix entre le Canada et les États-Unis	2012-04-02	-	Budget
Dixième	Budget principal des dépenses 2012-2013	2012-06-06	21	Deuxième rapport provisoire
Onzième	Budget supplémentaire des dépenses (A) 2012-2013	2012-06-14	17	Rapport final
Douzième	Projet de loi C-38 (Loi portant exécution de certaines dispositions du budget 2012)	2012-06-26	114*	Projet de loi adopté sans amendement
Treizième	Projet de loi C-46 (Loi sur les allocations de retraite des parlementaires)	2012-10-30	10	Projet de loi adopté sans amendement
Quatorzième	Budget supplémentaire des dépenses (B) 2012-2013	2012-11-20	22	Rapport final
Quinzième	Projet de loi C-45 (Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget 2012)	2012-12-10	65*	Projet de loi adopté sans amendement
Seizième	Étude sur les raisons pouvant expliquer les inégalités de prix entre le Canada et les États-Unis	2013-02-06	53	Rapport final intitulé <i>Écart de prix entre le Canada et les États-Unis</i>
Dix-septième	Budget principal des dépenses 2012-2013	2013-03-20	68	Rapport final
Dix-huitième	Budget supplémentaire des dépenses (C) 2012-2013	2013-03-21	10	Rapport final
Dix-neuvième	Budget principal des dépenses 2013-2014	2013-03-26	14	Premier rapport provisoire

*Nombre de témoins qui ont témoigné au sujet de l'étude sur la teneur du projet de loi.

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2012-2013) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures des missions d'étude	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2012-2013	63	108,9	-	312	11
2011-2012	35	61,6	-	200	8
2010-2011	66	132,1	-	298	8
2009-2010	44	75,9	-	183	12
2008-2009	31	56,2	-	126	12

D. Dépenses de l'exercice 2012-2013

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	2 080 \$
Dépenses des témoins	<u>10 234 \$</u>
TOTAL	12 314 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2012-2013

(*Membres d'office)

Président :

L'honorable sénateur Joseph A. Day (libéral)

Vice-président :

L'honorable sénateur Larry Smith (Saurel) (conservateur) (depuis le 8 mai 2012)

L'honorable sénateur Richard Neufeld (conservateur) (jusqu'au 8 mai 2012)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection) :

Les honorables sénateurs Callbeck, *Cowan (ou Tardif), Day, Dickson, Eggleton, C.P., Finley, Gerstein, *LeBreton, C.P. (ou Carignan), Marshall, Murray, C.P., Nancy Ruth, Neufeld, Ringuette et Runciman

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité :

Les honorables sénateurs Andreychuk, Bellemare, Black, Boisvenu, Buth, Campbell, Chaput, Comeau, Cordy, Dagenais, Dallaire, Dawson, De Bané, C.P., Demers, Duffy, Dyck, Eaton, Enverga, Frum, Greene, Hervieux-Payette, C.P., Housakos, Lang, Maltais, Manning, Martin, McCoy, McInnis, Mercer, Mitchell, Mockler, Moore, Nolin, Oh, Ogilvie, Peterson, Plett, Rivard, Runciman, Seth, Smith (Saurel), Stewart Olsen, Stratton, Tkachuk, Unger, Wallace, Wallin, Wells et White

Greffière du comité :

Jodi Turner

Analystes et soutien administratif :

Sylvain Fleury, Édison Roy-César et Terrance Thomas (Bibliothèque du Parlement)

Louise Pronovost (adjointe administrative) (depuis août 2012)

Brigitte Martineau (adjoindte administrative) (jusqu'en août 2012)

Comité permanent des langues officielles

A. Renseignements généraux

Le Comité permanent des langues officielles a poursuivi l'étude des obligations de CBC/Radio-Canada en vertu de la *Loi sur les langues officielles* et de certains aspects de la *Loi sur la radiodiffusion*. Il a entendu plus de 30 témoins, notamment le Commissaire aux langues officielles, le ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles, des chercheurs, des représentants d'organismes francophones et anglophones et de jeunes Canadiens et Canadiennes de diverses provinces. Le comité compte publier ses conclusions et ses recommandations à cet égard avant la fin de juin 2013.

En plus d'étudier la question susmentionnée, le comité s'est également penché sur la réponse du gouvernement à son rapport intitulé *L'épanouissement des communautés anglophones du Québec : Du mythe à la réalité* (octobre 2011), le rapport annuel du Commissaire aux langues officielles, et d'autres questions touchant les langues officielles, notamment le Fonds du Canada pour les périodiques.

Au cours de l'exercice 2012-2013, le comité a publié son rapport sur l'utilisation d'Internet, des nouveaux médias et des médias sociaux et le respect des droits linguistiques des Canadiens et des Canadiennes. Il a également reçu une réponse du gouvernement à son rapport intitulé *Les obligations d'Air Canada en vertu de la Loi sur les langues officielles : Vers l'égalité réelle* (mars 2012).

En mars 2013, le comité a reçu des ordres de renvoi lui demandant d'étudier les pratiques exemplaires concernant les politiques linguistiques et l'apprentissage de la langue seconde dans un contexte de dualité ou de pluralité linguistique, et les incidences des récents changements apportés au système d'immigration sur les collectivités de langue officielle en situation minoritaire. Il compte commencer ces études en avril 2013.

B. Rapports au Sénat en 2012-2013 *

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Quatrième	L'utilisation d'Internet, des nouveaux médias et des médias sociaux	2012-05-15	-	Budget
Cinquième	L'utilisation d'Internet, des nouveaux médias et des médias sociaux	2012-10-25	76	Rapport final intitulé : <i>Internet, nouveaux médias et médias sociaux : des droits linguistiques à respecter!</i>

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2012-2013) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures des missions d'étude	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2012-2013	24	41	-	101	2
2011-2012	19	29,7	-	84	3
2010-2011	31	55,5	11	109	3
2009-2010	21	37,3	11	70	4
2008-2009	16	30,4	11	64	5

D. Dépenses de l'exercice 2012-2013

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	Néant
Dépenses des témoins	25 259 \$
TOTAL	25 259 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2012-2013

(*Membres d'office)

Présidente :

L'honorable sénatrice Maria Chaput (libérale)

Vice-présidente :

L'honorable sénatrice Andrée Champagne, C.P. (conservatrice)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection) :

Les honorables sénateurs Champagne, C.P., Chaput, *Cowan (ou Tardif), De Bané, C.P., Eaton, Fortin-Duplessis, *LeBreton, C.P. (ou Carignan), Losier-Cool, Mockler, Poirier et Tardif

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité :

Les honorables sénateurs Buth, Callbeck, Charette-Poulin, Comeau, Demers, Hervieux-Payette, C.P., Maltais, McInnis, McIntyre, Mockler, Nolin, Ringuette, Rivard et Robichaud, C.P.

Greffière du comité :

Danielle Labonté

Analyste et soutien administratif :

Marie-Ève Hudon (Bibliothèque du Parlement)
Anita Vinette (adjointe administrative)

Comité permanent des pêches et des océans

A. Renseignements généraux

Le homard est la pêche la plus lucrative au Canada. L'industrie de la pêche au homard est la principale source de revenus pour des milliers de pêcheurs et demeure l'un des piliers économiques de nombres de collectivités du Canada atlantique et du Québec. Il s'agit d'une industrie complexe, et les personnes, les collectivités et les entreprises qui participent à la chaîne de valeur du homard ont de nombreux défis à relever. Au cours de l'exercice 2012-2013, le comité a étudié la pêche au homard dans le Canada atlantique et au Québec afin de mieux comprendre cette pêche et la structure de l'industrie du homard, de faire un suivi de son rapport de 2009 intitulé *La crise dans la pêche au homard*, et de formuler des recommandations au gouvernement fédéral sur les questions portées à son attention. Il a tenu des audiences publiques à Ottawa, ainsi qu'à Moncton (Nouveau-Brunswick) à la fin de novembre 2012. Il a entendu les points de vue de plusieurs participants de l'industrie du homard au Canada atlantique et au Québec, y compris les représentants des gouvernements fédéral et provincial, des pêcheurs de homard, des acheteurs et des expéditeurs, des transformateurs de produits de la mer, des associations industrielles, des spécialistes de la conservation et des chercheurs. Le comité compte publier ses conclusions et ses recommandations à cet égard avant la fin de mai 2013.

Au cours de l'exercice 2012-2013, le comité a aussi étudié le projet de loi S-13, Loi modifiant la Loi sur la protection des pêches côtières, et adopté le projet de loi sans amendement. Il a également publié un rapport sur la gestion de la population de phoques gris de la côte Est du Canada en octobre 2012. En mars 2012, le comité a reçu les réponses du gouvernement à son rapport intitulé *Pleins feux sur les phares gardés de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve-et-Labrador* (octobre 2011) et à son *Rapport sur la mise en œuvre de la Loi sur la protection des phares patrimoniaux* (octobre 2011).

En mars 2013, le comité a reçu un ordre de renvoi portant sur l'examen de la réglementation de l'aquaculture au Canada et les perspectives futures de l'industrie. Il compte entreprendre ses audiences pour cette étude en avril 2013.

B. Rapports au Sénat en 2012-2013 *

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Sixième	La pêche au homard au Canada atlantique et au Québec	2012-04-04	-	Budget
Septième	La gestion de la population de phoques gris au large de la côte est du Canada	2012-10-23	46	Rapport final intitulé : <i>La gestion durable des populations de phoques gris : Vers le rétablissement des stocks de morue et autres poissons de fond</i>

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2012-2013) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013.

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Huitième	Projet de loi S-13 (Loi sur la protection des pêches côtières)	2013-02-28	7	Projet de loi adopté sans amendement

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures des missions d'étude	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2012-2013	22	40,8	-	57	3
2011-2012	17	28,4	-	53	5
2010-2011	20	30,3	46	74,5	6
2009-2010	27	43,1	45	68	7
2008-2009	18	34,4	18,2	51	3

D. Dépenses de l'exercice 2012-2013

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	41 759 \$
Dépenses des témoins	9 022 \$
TOTAL	50,781 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2012-2013

(*Membres d'office)

Président :

L'honorable sénateur Fabian Manning (conservateur)

Vice-présidente :

L'honorable sénatrice Elizabeth Hubley (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection) :

Les honorables sénateurs Cochrane, *Cowan (ou Tardif), Hubley, *LeBreton, C.P. (ou Carignan), Losier-Cool, Lovelace Nicholas, MacDonald, Manning, Oliver, Patterson, Poirier, Poy, Raine et Watt

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité :

Les honorables sénateurs Beyak, Chaput, Cordy, Cowan, Dagenais, Enverga Jr., Greene, Harb, McInnis, Munson, Runciman, Stewart Olsen, Unger et Wells

Greffière du comité :

Danielle Labonté

Analystes et soutien administratif :

François Côté, Sarah Jane Fraser et Odette Madore (Bibliothèque du Parlement)

Anita Vinette (adjointe administrative)

Comité permanent des peuples autochtones

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice 2012-2013, le comité a reçu cinq ordres de renvoi, dont un pour une étude spéciale sur les Métis, un autre pour l'étude d'un élément constitutif d'un projet de loi, deux à l'égard de mesures législatives, et un portant sur l'examen d'une réponse du gouvernement. Il a également reconduit un ordre de renvoi général l'autorisant à examiner, pour en faire rapport, les responsabilités constitutionnelles, conventionnelles, politiques et juridiques du gouvernement fédéral à l'égard des Premières Nations, des Inuits et des Métis et d'autres questions générales relatives aux peuples autochtones du Canada.

Le comité a consacré la plus grande partie de son temps à son étude sur la reconnaissance juridique et politique de l'identité des Métis au Canada. En 2012-2013, il a tenu 24 réunions et entendu 69 témoins dans le cadre de cette étude. Le comité doit encore publier son rapport.

Conformément à son ordre de renvoi général, le comité a mené deux brèves études. Au cours de la première, à savoir une étude sur le processus des traités de la Colombie-Britannique, il a tenu trois réunions et entendu neuf témoins. Le comité a publié à cet égard un rapport provisoire intitulé *Un engagement qui mérite d'être préservé : Ranimer le processus des traités de la Colombie-Britannique*.

Le comité a aussi étudié les politiques concernant les ajouts aux réserves. Après dix réunions au cours desquelles il a entendu 26 témoins, il a déposé un rapport provisoire intitulé *Ajouts aux réserves : accélérer le processus*.

Le comité a reçu le mandat d'étudier une partie du projet de loi C-45, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 29 mars 2012 et mettant en œuvre d'autres mesures. Il a tenu à cet égard quatre réunions et entendu quatre témoins. Le comité a fait rapport sur cette question le 29 novembre 2012.

En matières législatives, le projet de loi C-27, Loi visant à accroître l'obligation redditionnelle et la transparence des Premières Nations en matière financière, a été déposé sans amendement le 7 mars 2013, après que le comité a entendu 24 témoins dans le cadre de sept réunions. Le 7 juin 2012, le comité a déposé son rapport sur le projet de loi S-8, Loi concernant la salubrité de l'eau potable sur les terres des Premières Nations. Il a tenu six réunions et entendu dans ce cadre 26 témoins. Le rapport sur le projet de loi a été déposé sans amendement, mais avec observations.

Le 10 mai 2012, le comité a également reçu une réponse du gouvernement sur son rapport intitulé *La réforme de l'éducation chez les Premières Nations : de la crise à l'espoir*, qui avait été déposé au Sénat le 7 décembre 2011. Concernant cet ordre de renvoi, il n'a entendu aucun témoin.

B. Rapports au Sénat en 2012-2013 *

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Cinquième	Examiner, en vue d'en faire rapport, l'évolution de la reconnaissance juridique et politique de l'identité collective et des droits des Métis au Canada	2012-04-26	-	Budget
Sixième	Projet de loi S-8 (Salubrité de l'eau potable sur les terres des Premières Nations)	2012-06-07	26	Projet de loi adopté sans amendement, mais avec observations
Septième	Examiner, en vue d'en faire rapport, l'évolution de la reconnaissance juridique et politique de l'identité collective et des droits des Métis au Canada	2012-06-21	-	Budget
Huitième	Questions touchant généralement les peuples autochtones du Canada	2012-06-27	9	Rapport provisoire intitulé : <i>Un engagement qui mérite d'être préservé : Ranimer le processus des traités de la Colombie-Britannique</i>
Neuvième	Questions touchant généralement les peuples autochtones du Canada	2012-11-01	26	Rapport provisoire déposé et intitulé : <i>Ajouts aux réserves : Accélérer le processus</i>
Dixième	Examiner la teneur de la Section 8 de la Partie 4 du projet de loi C-45, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget	2012-11-29	4	Étude
Onzième	Projet de loi C-27 (Responsabilité redditionnelle et transparence des Premières Nations)	2013-03-07	24	Projet de loi adopté sans amendement

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2012-2013) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunions	Nombre d'heures des missions d'étude	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2012-2013	45	73,9	38,5	130	7
2011-2012	31	51,5	-	111	4
2010-2011	38	66,3	32,4	134	6
2009-2010	46	81,2	2,2	161	8
2008-2009	21	34,8	-	64	7

D. Dépenses pour l'exercice 2012-2013

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	152 140 \$
Dépenses des témoins	<u>31 453 \$</u>
TOTAL	183 593\$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2012-2013

(*Membres d'office)

Président :

L'honorable sénateur Vernon White (conservateur) (depuis le 6 novembre 2012)

L'honorable sénateur Gerry St. Germain, C.P. (conservateur) (jusqu'au 6 novembre 2012)

Vice-présidente :

L'honorable sénatrice Lillian Eva Dyck (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection) :

Les honorables sénateurs Ataullahjan, Brazeau, Campbell, *Cowan (ou Tardif), Dallaire, Demers, Dyck, *LeBreton, C.P. (ou Carignan), Lovelace Nicholas, Meredith, Patterson, Raine, Sibbeston et St. Germain, C.P.

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité :

Les honorables sénateurs Beyak, Cordy, Dagenais, Frum, Housakos, Harb, Hubley, Lang, Marshall, Martin, Merchant, Mockler, Munson, Rivard, Seidman, Seth, Tkachuk, Wallace, Watt et White

Greffière du comité :

Marcy Zlotnick

Analystes et soutien administratif :

James Gauthier, Wren Nasr, Tonina Simeone et Shauna Troniak (Bibliothèque du Parlement)

Lyne Héroux (adjoindte administrative)

Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration

A. Renseignements généraux

Le comité a pour mandat d'examiner toutes les questions d'ordre financier ou administratif relatives à la gestion interne du Sénat. Il étudie et approuve les budgets demandés par les comités, émet des directives et des politiques sur des questions telles que les frais de déplacement et les dépenses budgétaires des sénateurs et établit la pertinence de toute utilisation des ressources du Sénat. Il importe de noter qu'en vertu de l'article 12-7(1) du Règlement, le comité est autorisé à exécuter son mandat de sa propre initiative, c'est-à-dire sans devoir attendre un ordre de renvoi du Sénat.

B. Rapports au Sénat en 2012-2013 *

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Dixième	En application de l'article 12-7(1)	2012-05-02	-	Voyage à l'étranger : la sénatrice Hervieux-Payette, C.P. à Berlin, Allemagne
Onzième	En application de l'article 12-7(1)	2012-05-17	-	Politique régissant les déplacements des sénateurs
Douzième	En application de l'article 12-7(1)	2012-06-13	-	Vérification du rendement de l'Administration du Sénat par le Bureau du vérificateur général
Treizième	En application de l'article 12-7(1)	2012-09-27	-	Voyages à l'étranger : la sénatrice Merchant à Athènes, Grèce; la sénatrice Cools à Londres, Royaume-Uni; et le sénateur Day à Londres, Royaume-Uni
Quatorzième	En application de l'article 12-7(1)	2012-11-01	-	États financiers du Sénat du Canada pour l'exercice terminé le 31 mars 2012
Quinzième	En application de l'article 12-7(1)	2012-11-08	-	Troisième rapport annuel des associations parlementaires sur leurs activités et dépenses pour 2011-2012
Seizième	En application de l'article 12-7(1)	2012-12-06	-	Diversité en milieu de travail

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2012-2013) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013.

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Dix-septième	En application de l'article 12-7(1)	2012-12-13	-	Rapport annuel sur les vérifications internes de 2011-2012
Dix-huitième	En application de l'article 12-7(1)	2013-02-26	-	Budget principal des dépenses du Sénat pour l'exercice 2013-2014
Vingtième	En application de l'article 12-7(1)	2013-02-28	-	Résidences principale et secondaire des sénateurs

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2012-2013	23	24,7	17	10
2011-2012	18	20,9	3	9
2010-2011	22	25,5	29	12
2009-2010	18	22,8	7	8
2008-2009	11	9,5	3	9

D. Dépenses de l'exercice 2012-2013

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	Néant
Dépenses des témoins	<u>Néant</u>
TOTAL	NÉANT

E. Membres du comité pendant l'exercice 2012-2013

(*Membres d'office)

Président :

L'honorable sénateur David Tkachuk (conservateur)

Vice-président :

L'honorable sénateur George Furey (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection) :

Les honorables sénateurs Campbell, Carignan, Charette-Poulin, Comeau, Cordy, *Cowan (ou Tardif), Di Nino, Downe, Furey, Kinsella, *LeBreton, C.P. (ou Carignan), Marshall, Munson, Smith (Saurel), Stewart Olsen, Stratton et Tkachuk

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité :

Les honorables sénateurs Champagne, C.P., Dagenais, Dawson, Day, Doyle, Fraser, Frum, Jaffer, Johnson, Massicotte, Ogilvie, Mitchell, Runciman, Seidman, Seth, Tardif et White

Greffier du comité :

Gary W. O'Brien (greffier du Sénat)

Soutien administratif au Secrétariat de la régie interne :

Lucie Lavoie (Coordonnatrice et secrétaire de séance)

Lyne Jaeggi (adjointe administrative) (depuis janvier 2013)

Jimmy Manigat (adjoint administratif) (jusqu'en janvier 2013)

Comité permanent du Règlement, de la procédure et des droits du Parlement

A. Renseignements généraux

En 2012-2013, le Comité permanent du Règlement, de la procédure et des droits du Parlement a déposé cinq rapports de fond. Dans chacun, il proposait des modifications au *Règlement du Sénat* sur différents sujets : autoriser le Président à quitter le fauteuil pendant une suspension; revoir la composition du Comité permanent des langues officielles; faire en sorte que les propositions de frais d'utilisation soient réputées recommandées à des fins d'approbation après 20 jours de séance; supprimer la règle concernant une atteinte commise par les médias; autoriser une suspension de séance si le Sénat attend une sanction royale; autoriser les leaders et les leaders adjoints à préciser qu'un point doit demeurer au *Feuilleton et Feuilleton des Avis*, limiter la durée des hommages; ajouter un paragraphe concernant les débats sur un rapport déposé par un comité et inclure les termes « parrain » et « porte-parole » d'un projet de loi dans les définitions, ainsi que dans la règle concernant le temps alloué aux orateurs.

B. Rapports au Sénat en 2012-2013 *

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Troisième	Conformément à l'alinéa 12-7(2)a), Étude de modifications au <i>Règlement du Sénat</i>	2012-11-06	-	Modifications au <i>Règlement du Sénat</i>
Quatrième	Conformément à l'alinéa 12-7(2)a), Étude de modifications au <i>Règlement du Sénat</i>	2012-12-12	-	Modifications au <i>Règlement du Sénat</i>
Cinquième	Conformément à l'alinéa 12-7(2)a), Étude de modifications au <i>Règlement du Sénat</i>	2013-03-05	-	Modifications au <i>Règlement du Sénat</i>
Sixième	Conformément à l'alinéa 12-7(2)a), Étude de modifications au <i>Règlement du Sénat</i>	2013-03-06	-	Modifications au <i>Règlement du Sénat</i>
Septième	Conformément à l'alinéa 12-7(2)a), Étude de modifications au <i>Règlement du Sénat</i>	2013-03-19	-	Modifications au <i>Règlement du Sénat</i>

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2012-2013) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures des missions d'étude	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2012-2013	8	5	-	9	5
2011-2012	11	13,2	-	-	2
2010-2011	15	17,4	-	-	3
2009-2010	24	29,9	-	28	6
2008-2009	9	11,6	-	10	3

D. Dépenses de l'exercice 2012-2013

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	Néant
Dépenses des témoins	<u>Néant</u>
TOTAL	NÉANT

E. Membres du comité pendant l'exercice 2012-2013

(*Membres d'office)

Président :

L'honorable sénateur David P. Smith, C.P. (Cobourg) (libéral)

Vice-président :

L'honorable sénateur David Braley (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection) :

Les honorables sénateurs Braley, Brown, Carignan, Comeau, *Cowan (ou Tardif), Duffy, Fraser, Furey, Housakos, Joyal, C.P., *LeBreton, C.P. (ou Carignan), McCoy, Smith, C.P. (Cobourg) et Stratton

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité :

Les honorables sénateurs Enverga, Jr., Martin, Tardif et Wells

Greffier du comité :

Charles Robert

Analystes et soutien administratif :

André Barnes et Sebastian Spano (Bibliothèque du Parlement)

Katy Treehuba (adjoindte administrative)

Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice 2012-2013, le Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense a continué d'entendre des témoins dans le cadre de son mandat général qui consiste à examiner les politiques, les pratiques, la situation et les capacités du Canada en matière de sécurité nationale et de défense et à faire rapport à ce sujet.

Le 8 novembre 2012, le comité a également reçu un nouvel ordre de renvoi lui demandant d'étudier la question du harcèlement au sein de la Gendarmerie royale du Canada, et il a entendu des témoins à ce propos.

B. Rapports au Sénat en 2012-2013 *

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Cinquième	Politique du Canada sur la sécurité nationale et la défense	2012-04-03	-	Budget
Sixième	Les services et les avantages sociaux offerts aux anciens combattants et à leurs familles	2012-04-03	-	Budget
Septième	État des bases maritimes aériennes des côtes Est et Ouest du Canada	2012-06-21	-	Budget
Huitième	Projet de loi S-213 (Journée nationale de commémoration pour honorer les anciens combattants de la guerre de Corée)	2013-02-26	3	Projet de loi adopté sans amendement
Neuvième	Services et avantages sociaux offerts aux anciens combattants et à leurs familles	2013-03-21	28	Rapport provisoire intitulé : <i>Une étude de la nouvelle charte des anciens combattants</i>

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2012-2013) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures des missions d'étude	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2012-2013	17	36,8	47,8	74	5
2011-2012	10	21,5	-	36	4
2010-2011	22	51,8	30,5	83	7
2009-2010	23	55,5	161,5	28	5
2008-2009	15	60	44,5	26	11

D. Dépenses de l'exercice 2012-2013

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	76 642 \$
Dépenses des témoins	4 630 \$
TOTAL	81 272 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2012-2013

(*Membres d'office)

Présidente :

L'honorable sénatrice Pamela Wallin (conservatrice) (jusqu'au 28 mars 2012)

Vice-président :

L'honorable sénateur Roméo Dallaire (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection) :

Les honorables sénateurs *Cowan (ou Tardif), Dallaire, Day, Lang, *LeBreton, C.P. (ou Carignan), Manning, Mitchell, Nolin, Peterson, Plett et Wallin

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité :

Les honorables sénateurs Andreychuk, Baker, C.P., Boisvenu, Campbell, Dawson, De Bané, C.P., Demers, Fortin-Duplessis, Frum, Hublely, Johnson, Maltais, Marshall, Munson, Robichaud, C.P. et Stewart Olsen

Greffière du comité :

Josée Thérien

Analystes et soutien administratif :

Martin Auger et Holly Porteous (Bibliothèque du Parlement)
Monique Régimbald (adjoite administrative)

Sous-comité des anciens combattants

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice 2012-2013, le Sous-comité des anciens combattants a continué à entendre des témoins dans le cadre de son vaste mandat, consistant à étudier les services et les avantages que reçoivent les anciens combattants et leur famille. Dans le cadre de ce mandat, il a commencé une nouvelle étude sur la transition à la vie civile. À la fin de l'exercice, le comité étudiait un rapport provisoire sur cette question. Au cours de celui-ci, le sous-comité a soumis un rapport portant sur un examen de la nouvelle charte des anciens combattants.

B. Rapports au Sénat en 2012-2013 *

Le Sous-comité des anciens combattants relève du Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense.

C. Activités du sous-comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures des missions d'étude	Nombre de témoins
2012-2013	15	14,8	9	28
2011-2012	10	10,8	6,5	22
2010-2011	22	26,7	-	43
2009-2010	15	15,3	-	23
2008-2009	6	6,7	36	15

D. Dépenses de l'exercice 2012-2013

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	6 784 \$
Dépenses des témoins	6 483 \$
TOTAL	13 267 \$

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2012-2013) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013.

E. Membres du sous-comité pendant l'exercice 2012-2013

Président :

L'honorable sénateur Roméo Dallaire (libéral)

Vice-président :

L'honorable sénateur Donald Neil Plett (conservateur)

Membres du sous-comité (nommés par le Comité de sélection) :

Les honorables sénateurs Dallaire, Day, Nolin, Plett et Wallin

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du sous-comité :

Les honorables sénateurs Andreychuk, Boisvenu, Dawson, Maltais et Manning

Greffière du comité :

Josée Thérien

Analystes et soutien administratif :

Martin Auger et Jean-Rodrigue Paré (Bibliothèque du Parlement)

Monique Régimbald (adjointe administrative)

Comité permanent de sélection

A. Renseignements généraux

Au début de chaque session, on nomme un comité de sélection chargé de deux fonctions : nommer un président temporaire et nommer les sénateurs qui seront membres des comités permanents et des comités mixtes permanents.

B. Rapports au Sénat en 2012-2013 *

NÉANT

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2012-2013	-	-	-	-
2011-2012	1	0,2	-	2
2010-2011	-	-	-	-
2009-2010	2	0,4	-	3
2008-2009	3	0,5	-	3

D. Dépenses de l'exercice 2012-2013

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	Néant
Dépenses des témoins	Néant
TOTAL	NÉANT

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2012-2013) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013.

E. Membres du comité pendant l'exercice 2012-2013

(*Membres d'office)

Présidente :

L'honorable sénatrice Elizabeth Marshall (conservatrice)

Vice-président :

L'honorable sénateur Jim Munson (libéral)

Membres du comité (nommés par le Sénat) :

Les honorables sénateurs Carstairs, C.P., Comeau, *Cowan (ou Tardif), Fraser, Frum, Greene,
*LeBreton, C.P. (ou Carignan), Marshall, Martin, Munson et Robichaud, C.P.

Greffière du comité :

Heather Lank

Soutien administratif :

Brigitte Martineau (adjointe administrative)

Comité permanent des transports et des communications

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice 2012-2013, le comité a poursuivi son étude sur les enjeux d'actualité du secteur canadien du transport aérien. Son ordre de renvoi établissait quatre grands domaines d'étude : le contexte mondial, le marché intérieur, les relations commerciales entre l'industrie et ses passagers et les retombées économiques des aéroports. Dans le cadre de cette étude, le comité a mené des missions d'étude à Yellowknife, à Iqaluit et à Toronto. En juin 2012, il a déposé son rapport provisoire sur la croissance future et la compétitivité globale des aéroports canadiens, intitulé *L'avenir des déplacements aériens au Canada : poste de péage ou bougie d'allumage?* Ce rapport comportait six recommandations. Après avoir entendu des dizaines de témoins, le comité a conclu que le Canada avait besoin d'une stratégie nationale globale et intégrée sur les déplacements aériens, y compris une révision du réseau des aéroports nationaux, afin de stimuler les déplacements aériens au pays.

En plus de cette étude spéciale, le comité a étudié les projets de loi qui lui ont été déferés. Il a aussi examiné la teneur de deux projets de loi budgétaires. En mai 2012, le comité a examiné, sans déposer de rapport, la teneur des éléments contenus dans la Section 41 de la Partie 4 du projet de loi C-38, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 29 mars 2012 et mettant en œuvre d'autres mesures. En novembre 2012, il a examiné la teneur de ceux contenus dans les Sections 5, 12 et 20 de la Partie 4 du projet de loi C-45, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 29 mars 2012 et mettant en œuvre d'autres mesures, et a déposé un rapport.

B. Rapports au Sénat en 2012-2013 *

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Cinquième	Enjeux d'actualité concernant l'industrie canadienne du transport aérien	2012-06-05	20	Rapport provisoire intitulé : <i>L'avenir des déplacements aériens au Canada : poste de péage ou bougie d'allumage?</i>
Sixième	Enjeux d'actualité concernant l'industrie canadienne du transport aérien	2012-06-21	-	Budget
Septième	Teneur des Sections 5, 12 et 20 de la Partie 4 du projet de loi C-45, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget	2012-11-29	10	Étude

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2012-2013) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures des missions d'étude	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2012-2013	23	21,5	8,4	39	3
2011-2012	24	25,5	2	50	4
2010-2011	28	33,5	2,4	62	6
2009-2010	26	34	64,6	71	6
2008-2009	8	8,3	-	9	4

D. Dépenses de l'exercice 2012-2013

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	56,024 \$
Dépenses des témoins	443 \$
TOTAL	56 467 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2012-2013

(*Membres d'office)

Président :

L'honorable sénateur Dennis Dawson (libéral)

Vice-président :

L'honorable sénateur Stephen Greene (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection) :

Les honorables sénateurs Boisvenu, Cochrane, *Cowan (ou Tardif), Dawson, Fox, C.P., Frum, Greene, *LeBreton, C.P. (ou Carignan), MacDonald, Marshall, Martin, Mercer, Merchant et Zimmer

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité :

Les honorables sénateurs Braley, Carignan, Doyle, Eaton, Eggleton, C.P., Housakos, Jaffer, Maltais, Manning, Mockler, Munson, Plett, Rivard, Robichaud, C.P., Runciman, Stratton, Unger et Verner, C.P.

Greffier du comité :

Jean-Yves LeFort

Analystes et soutien administratif :

Zachary Alaoui, Penny Becklumb, Alexandre Lavoie, Dean Ruffilli et Terrence Thomas (Bibliothèque du Parlement)

Nicole Raymond (adjointe administrative)

Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement

A. Renseignements généraux

Le Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement est autorisé à appuyer le Président du Sénat et le Président de la Chambre de communes à la direction et à la gestion de la Bibliothèque du Parlement et à faire des recommandations à ceux-ci au sujet de la gouvernance de la Bibliothèque et de la saine gestion des crédits votés par le Parlement pour l'achat de livres, de cartes ou de tout autre article qui y est déposé.

En juin 2012, le comité a déposé son deuxième rapport et approuvé la nomination de M^{me} Sonia L'Heureux au poste de bibliothécaire parlementaire.

B. Rapports au Sénat en 2012-2013 *

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Deuxième	Le Certificat de nomination de Sonia L'Heureux au poste de bibliothécaire parlementaire, déposé au Sénat le 18 juin 2012	2012-06-20	1	Le comité a approuvé la nomination de M ^{me} L'Heureux au poste de bibliothécaire parlementaire

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2012-2013	4	3,1	5	1
2011-2012	1	0,7	-	1
2010-2011	8	7,8	15	2
2009-2010	12	18,7	24	3
2008-2009	5	5,8	6	1

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2012-2013) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013.

D. Dépenses de l'exercice 2012-2013

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	Néant
Dépenses des témoins	<u>Néant</u>
TOTAL	NÉANT

E. Membres du comité pendant l'exercice 2012-2013

Coprésidente :

L'honorable sénatrice Marie-P. Charette-Poulin (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection) :

Les honorables sénateurs Ataullahjan, Carstairs, C.P., Eaton, Poy et Rivard

Autres sénateurs qui ont participé aux travaux du comité :

Les honorables sénateurs Mercer et Munson

Greffier du comité mixte :

Kevin Pittman

Analystes et soutien administratif :

Marie-Ève Hudon et Sonya Norris (Bibliothèque du Parlement)

Lori Meldrum (adjointe administrative) (depuis octobre 2012)

Louise Archambeault (adjointe administrative) (jusqu'en octobre 2012)

Comité mixte permanent d'examen de la réglementation

A. Renseignements généraux

Le mandat du Comité mixte permanent d'examen de la réglementation est défini dans la *Loi sur les textes réglementaires*, qui l'autorise à examiner et à analyser certains textes réglementaires adoptés après le 1^{er} janvier 1972. Outre ce mandat législatif, le comité mixte dispose, depuis 1980, d'un ordre de renvoi renouvelé au début de chaque session par le Sénat et la Chambre des communes l'autorisant à étudier les moyens que le Parlement peut utiliser pour mieux surveiller le processus de réglementation du gouvernement. Ensemble, les mandats législatif et parlementaire du comité mixte lui confèrent une vaste compétence en matière d'enquêtes et de rapports sur la plupart des aspects du processus de réglementation fédéral.

Au cours de l'exercice 2012-2013, le comité s'est réuni à 11 reprises. Aucun témoin n'a été convoqué.

B. Rapports au Sénat en 2012-2013 *

NÉANT

C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2012-2013	11	12,1	-	-
2011-2012	11	10,5	-	1
2010-2011	16	18,8	1	1
2009-2010	11	15	1	4
2008-2009	10	12,1	3	3

D. Dépenses de l'exercice 2012-2013

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	1 490 \$
Dépenses des témoins	<u>Néant</u>
TOTAL	1 490 \$

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2012-2013) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices financiers, 2008-2013) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013.

E. Membres du comité pendant l'exercice 2012-2013

Coprésident :

L'honorable sénateur Bob Runciman (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection) :

Les honorables sénateurs Boisvenu, Braley, Harb, Hervieux-Payette, C.P., Housakos, Marshall, Moore et Runciman

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité :

Les honorables sénateurs Batters, Bellemare, Boisvenu, Dagenais, Fortin-Duplessis et Verner, C.P.

Greffière du comité mixte :

Marcy Zlotnick

Soutien administratif :

Shawn Abel, Peter Bernhardt, Evelyne Borkowski-Parent et Jacques Rousseau (Bibliothèque du Parlement)

Lyne Héroux (adjointe administrative)

Comité spécial sur l'antiterrorisme

A. Renseignements généraux

Le Comité spécial sur l'antiterrorisme a été créé en mars 2012 sous le nom de Comité sénatorial spécial sur certains projets de loi gouvernementaux. Le 27 mars 2012, il a présenté au Sénat son premier rapport, dans lequel il demandait que son nom soit changé pour celui de Comité sénatorial spécial sur l'antiterrorisme.

Au cours de l'exercice 2012-2013, le comité a déposé des rapports sur deux projets de loi :

- Projet de loi S-7, Loi modifiant le Code criminel, la Loi sur la preuve au Canada et la Loi sur la protection de l'information (Loi sur la lutte contre le terrorisme), adopté avec deux amendements, auxquelles étaient jointes des observations;
- Projet de loi S-9, Loi modifiant le Code criminel (Loi sur le terrorisme nucléaire), adopté avec un amendement, à laquelle étaient jointes des observations.

B. Rapports au Sénat en 2012-2013 *

N° de rapport	Ordre de Renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Deuxième	Projet de loi S-7 (Code criminel, la Loi sur la preuve au Canada et la Loi sur la protection de l'information)	2012-05-16	17	Projet de loi adopté avec deux amendements et des observations
Troisième	Projet de loi S-9 (Code criminel)	2012-06-19	12	Projet de loi adopté avec un amendement et des observations

C. Activités du comité

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2012-2013	9	16	29	2
2011-2012	2	2	2	1

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2012-2013) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2012-2013.

D. Dépenses de l'exercice 2012-2013

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	Néant
Dépenses des témoins	<u>2 374 \$</u>
TOTAL	2 374 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2012-2013

(*Membres d'office)

Président :

L'honorable sénateur Hugh Segal (conservateur)

Vice-président :

L'honorable sénateur Serge Joyal, C.P. (libéral)

Membres du comité (nommés par le Sénat) :

Les honorables sénateurs Andreychuk, Dagenais, *Cowan (ou Tardif), Dallaire, Day, Frum, Joyal, C.P., *LeBreton, C.P. (ou Carignan), Segal, Smith, C.P. (Cobourg) et Tkachuk

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité :

Les honorables sénateurs Boisvenu, Buth, Marshall, Peterson, Wallace et White

Greffière du comité :

Jodi Turner

Analystes et soutien administratif :

Jennifer Bird, Lyne Casavant et Holly Porteous (Bibliothèque du Parlement)

Louise Pronovost (adjointe administrative)

Partie III – Dépenses des comités

Rapport détaillé sur les dépenses des comités (2012-2013)

Les comités sénatoriaux peuvent présenter une demande de budget, par exemple pour retenir les services de rédacteurs/réviseurs ou de conseillers en communication, ou pour effectuer des déplacements, si le Sénat les autorise. En outre, certaines dépenses sont portées à un budget central géré par la Direction des comités. Il s'agit, notamment, des coûts des vidéoconférences et des frais de déplacement des témoins, qui figurent tous deux dans la colonne B ci-dessous. D'autres dépenses portées à ce budget central figurent dans la colonne C. Il s'agit des frais de poste en général, de cafés/thés/jus et de repas de travail servis lors des réunions des comités à Ottawa, et de vaccination occasionnés par les déplacements des comités.

Rapports des budgets et dépenses des comités, 2008-2013

Exercice	Nombre de réunions	Total Comités du Sénat (A)	Dépenses des témoins (B)	Autres dépenses (C)	Total des dépenses (A+B+C)
2012-2013	513	757 711 \$	298 733 \$	129 818 \$	1 186 262 \$
2011-2012	401	486 556 \$	249 807 \$	107 138 \$	843 501 \$
2010-2011	581	687 050 \$	302 448 \$	197 025 \$	1 186 523 \$
2009-2010	514	1 332 551 \$	223 920 \$	178 424 \$	1 734 895 \$
2008-2009	361	1 030 767 \$	184 223 \$	-	1 214 990 \$

Définition des catégories courantes

Nous illustrons dans le tableau suivant le budget et les dépenses réelles de chaque comité réparties entre les dépenses générales (toutes les dépenses non liées aux déplacements du comité) et les déplacements du comité. Les dépenses sont en outre ventilées selon les trois catégories habituelles :

- **Services professionnels et autres** (y compris l'aide à la recherche, les conseillers spécialisés, les services de sténographie et de transcription ainsi que les frais d'accueil)
- **Transports, hébergement et frais de séjour** (y compris le transport aérien, les hôtels, les indemnités journalières, les repas de travail et le transport terrestre)
- **Autres dépenses** (y compris la publicité, les frais de messagerie, la location de salles de réunion, le matériel de sténographie et d'interprétation, ainsi que les services d'imprimerie)

Rapport des budgets et dépenses des comités (2012-2013)

Comité	BUDGET		DÉPENSES			
	Budget total	Budget	Services professionnels	Transports, hébergement et frais de séjour	Autres	Dépenses totales
Affaires étrangères et commerce international						
Étude spéciale – Turquie	211 600					
➤ <i>Activité 1 : Turquie</i>		211 600	5 874	49 674	404	55 951
TOTAL	211 600	211 600	5 874	49 674	404	55 951
Affaires juridiques et constitutionnelles						
Mesures législatives	27 500					
➤ <i>Dépenses générales</i>		27 500	-	713	2 039	2 752
TOTAL	27 500	27 500	-	713	2 039	2 752
Affaires sociales, sciences et technologie						
Étude spéciale – L'accord sur la santé	21 500					
➤ <i>Dépenses générales</i>		21 500	5 495	-	6 815	12 310
Étude spéciale – Produits pharmaceutiques sur ordonnance	55 200					
➤ <i>Dépenses générales</i>		55 200	13 530	-	1 911	15 441
Étude spéciale – Inclusion et cohésion sociale	27 600					
➤ <i>Dépenses générales</i>		27 600	4 270	-	-	4 270
TOTAL	104 300	104 300	23 295	-	8 726	32 021
Agriculture et forêts						
Étude spéciale – Innovation dans le secteur agricole	284 176					
➤ <i>Activité 1 : Est du Canada</i>		117 332	-	28 160	1 672	29 832
➤ <i>Activité 2 : Ouest du Canada</i>		120 358	-	41 351	1 378	42 728
➤ <i>Activité 3 : St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)</i>		46 486	-	20 434	1 720	22 153
TOTAL	284 176	284 176	-	89 944	4 770	94 714
Banques et commerce						
Projets de loi	7 300					
➤ <i>Dépenses générales</i>		7 300	-	-	5 844	5 844
Étude spéciale – Blanchiment d'argent	49 710					
➤ <i>Activité 1 : Washington, DC</i>		49 710	2 773	25 528	949	29 250
TOTAL	57 010	57 010	2 773	25 528	6 793	35 094

Comité	BUDGET		DÉPENSES			
	Budget total	Budget	Services professionnels	Transports, hébergement et frais de séjour	Autres	Dépenses totales
Conflits d'intérêts des sénateurs						
	50 000					
➤ <i>Dépenses générales</i>		<i>50 000</i>	-	-	-	-
TOTAL	50 000	50 000	-	-	-	-
Droits de la personne						
Étude spéciale – Membres des Premières Nations vivant à l'extérieur des réserves	129 174					
➤ <i>Activité 1 : Winnipeg (Manitoba); Saskatoon (Saskatchewan) et Vancouver (C.-B.)</i>		<i>129 174</i>	<i>12 200</i>	<i>47 212</i>	<i>16 009</i>	<i>75 421</i>
Étude spéciale – Cyberintimidation	31 900					
➤ <i>Dépenses générales</i>		<i>31 900</i>	<i>14 400</i>	-	<i>10 030</i>	<i>24 430</i>
TOTAL	161 074	161 074	26 600	47 212	26 039	99 851
Énergie, environnement et ressources naturelles						
Étude spéciale – Secteur de l'énergie	161 823					
➤ <i>Dépenses générales</i>		<i>88 221</i>	<i>62 110</i>	-	<i>119</i>	<i>62 230</i>
➤ <i>Activité 1 : Québec (Québec)</i>		<i>22 642</i>	-	-	-	-
➤ <i>Activité 2 : Calgary (Alberta)</i>		<i>25 480</i>	-	-	-	-
➤ <i>Activité 3 : Calgary (Alberta)</i>		<i>25 480</i>	-	-	-	-
Étude spéciale – Transport des hydrocarbures	126 743					
➤ <i>Dépenses générales</i>		<i>10 753</i>	<i>766</i>	-	-	<i>766</i>
➤ <i>Activité 1 : Hamilton et Sarnia (Ontario)</i>		<i>40 402</i>	-	<i>8 392</i>	<i>496</i>	<i>8 888</i>
➤ <i>Activité 2 : Calgary (Alberta)</i>		<i>75 588</i>	-	<i>26 792</i>	<i>1 734</i>	<i>28 526</i>
TOTAL	288 566	288 566	62 877	35 184	2 350	100 410
Examen de la réglementation (mixte) *						
➤ <i>Dépenses générales</i>		<i>3 000</i>	<i>562</i>	-	<i>928</i>	<i>1 490</i>
TOTAL	3 000	3 000	562	-	928	1 490
Finances nationales						
Étude spéciale – Écart de prix entre le Canada et les États-Unis	49 704					
➤ <i>Dépenses générales</i>		<i>15 000</i>	<i>2 080</i>	-	-	<i>2 080</i>
➤ <i>Activité 1 : Toronto (Ontario); Niagara Falls et Buffalo (New York)</i>		<i>34 704</i>	-	-	-	-
TOTAL	49 704	49 704	2 080	-	-	2 080

Comité	BUDGET		DÉPENSES			
	Budget total	Budget	Services professionnels	Transports, hébergement et frais de séjour	Autres	Dépenses totales
Langues officielles						
Étude spéciale – Internet, nouveaux médias et médias sociaux	15 000					
➤ <i>Dépenses générales</i>		15 000	-	-	-	-
TOTAL	15 000	15 000	-	-	-	-
Pêches et océans						
Étude spéciale – Homard	121 409					
➤ <i>Activité 1 : Nouveau-Brunswick, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse</i>		121 409	6 227	25 932	9 600	41 759
TOTAL	121 409	121 409	6 227	25 932	9 600	41 759
Peuples autochtones						
Étude spéciale – Droits des Métis au Canada	321 007					
➤ <i>Dépenses générales</i>		6 000		-	-	-
➤ <i>Activité 1 : Manitoba, Saskatchewan, Alberta, Colombie-Britannique et Territoires du Nord-Ouest</i>		231 508	8 515	98 797	20 622	127 934
➤ <i>Activité 2 : Sudbury et Sault Ste-Marie (Ontario)</i>		14 385	-	-	-	-
➤ <i>Activité 3 : Labrador</i>		30 857	-	-	-	-
➤ <i>Activité 4 : Batoche, Saskatchewan</i>		38 257	949	22 153	1 103	24 205
TOTAL	321 007	321 007	9 464	120 951	21 725	152 140
Sécurité nationale et défense						
Étude spéciale – Relations avec les États-Unis	37 017					
➤ <i>Activité 1 : Washington</i>		37 017	903	22 689	510	24 102
Étude spéciale – Bases maritimes et aériennes	113 532					
➤ <i>Activité 1 : Base navale de la côte ouest (Esquimalt, C.-B.)</i>		68 396	475	28 515	739	29 729
➤ <i>Activité 2 : Base navale de la côte est (Halifax, N.-É.)</i>		45 136	-	22 276	535	22 810
TOTAL	150 549	150 549	1 378	73 480	1 784	76 642
Sous-comité des anciens combattants						
Étude spéciale – Les anciens combattants	23 365					
➤ <i>Dépenses générales</i>		1 000	-	-	-	-
➤ <i>Activité 1 : Valcartier (Québec)</i>		19 885	-	6 408	376	6 784
➤ <i>Activité 2 : Sainte-Anne-de-Bellevue (Québec)</i>		2 480	-	-	-	-
TOTAL	23 365	23 365	-	6 408	376	6 784

Comité	BUDGET		DÉPENSES			
	Budget total	Budget	Services professionnels	Transports, hébergement et frais de séjour	Autres	Dépenses totales
Transports et communications						
Étude spéciale – Industrie du transport aérien	252 907					
➤ <i>Dépenses générales</i>		22 700	8 345	-	1 212	9 557
➤ <i>Activité 1 : Toronto (Ontario) et Buffalo (New York)</i>		21 476	-	9 882	78	9 960
➤ <i>Activité 2 : Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)</i>		113 050	-	22 715	464	23 179
➤ <i>Activité 3 : Iqaluit, Nunavut</i>		95 681	-	12 935	393	13 328
TOTAL	252 907	252 907	8 345	45 531	2 148	56 024
TOTAL	2 121 167	2 121 167	149 474	520 557	87 680	757 711

* Veuillez noter que les budgets des comités mixtes sont financés à 70 % par la Chambre des communes et à 30 % par le Sénat. Les sommes indiquées dans le tableau représentent la portion du budget et des dépenses allouée par le Sénat.

Ventilation des dépenses des témoins et des vidéoconférences (2012-2013)

Comité	TOTAL	MONTANT
Affaires étrangères et commerce international	13 466	
<i>Projets de loi</i>		7 748
<i>Étude spéciale - Turquie</i>		2 336
<i>Étude spéciale - Proposition de frais d'utilisation (Passeport Canada)</i>		842
<i>Étude spéciale - L'Iran</i>		2 539
Affaires juridiques et constitutionnelles	36 182	
<i>Projets de loi</i>		34 204
<i>Étude spéciale - Règlement sur les armes à feu</i>		1 978
Affaires sociales, sciences et technologie	43 814	
<i>Projets de loi</i>		22 224
<i>Étude spéciale - Produits pharmaceutiques sur ordonnance</i>		21 100
<i>Étude spéciale - L'inclusion et la cohésion au Canada</i>		490
Agriculture et forêts	48 425	
<i>Projets de loi</i>		16 041
<i>Étude spéciale - Innovation dans le secteur agricole</i>		32 384
Antiterrorisme	2 374	
<i>Projets de loi</i>		2 374
Banques et commerce	19 576	
<i>Projets de loi</i>		15 844
<i>Étude spéciale - Blanchiment d'argent</i>		3 732
Droits de la personne	30 153	
<i>Projets de loi</i>		1 420
<i>Étude spéciale - Obligations du Canada des droits de la personne</i>		984
<i>Étude spéciale - Cyberintimidation</i>		21 840
<i>Étude spéciale - Autochtones vivant à l'extérieur des réserves</i>		5 909
Énergie, environnement et ressources naturelles	17 219	
<i>Projets de loi</i>		7 420
<i>Étude spéciale - Transport des hydrocarbures</i>		2 787
<i>Étude spéciale - Secteur de l'énergie</i>		7 011
Finances nationales	10 234	
<i>Projets de loi</i>		7 179
<i>Étude spéciale - Écart de prix entre le Canada et les États-Unis</i>		3 055
Langues officielles	25 259	
<i>Réponse du gouvernement au deuxième rapport sur l'épanouissement des communautés anglophones du Québec</i>		319
<i>Étude spéciale - CBC/Radio-Canada</i>		18 862
<i>Étude spéciale - Internet, nouveaux médias et médias sociaux</i>		6 078
Pêches et océans	9 022	
<i>Projets de loi</i>		1 333
<i>Étude spéciale - Phoque gris</i>		1 155
<i>Étude spéciale - Homard</i>		6 534
Peuples autochtones	31 453	
<i>Projets de loi</i>		12 572
<i>Étude spéciale - Les Métis au Canada</i>		18 881
Sécurité nationale et défense	4 630	
<i>Étude spéciale - Relations avec les États-Unis</i>		2 407
<i>Étude spéciale - Politique de sécurité nationale</i>		2 223
Sous-comité des anciens combattants	6 483	
<i>Projets de loi</i>		6 483

Comité	TOTAL	MONTANT
Transports et communications	443	
<i>Étude spéciale - Industrie du transport aérien</i>		443
TOTAL	298 733	298 733

Veillez noter que les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.